

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUROPE 47-08

## SOMMAIRE

BRANKO LAZITCH. — Les communistes roumains dénoncent leur passé du temps de Staline et de Gheorghiu Dej	1	J. C. VAN BROEKHUIZEN. — Une guerre à demi-oubliée : la guerre du Biafra	20
Les staliniens contre la rénovation tchécoslovaque	8	J. PERCENT. — Ce que signifie le lanceur « Saturn-V »	25
LUCIEN LAURAT. — Tchécoslovaquie : une économie en ruines	12	Chronique du mouvement communiste international : Jordanie : Le « Front national » sort de la clandestinité	28
SLOBODAN STANKOVITCH. — L'économie yougoslave et ses problèmes	15		

## Les communistes roumains dénoncent leur passé du temps de Staline et de Gheorghiu Dej

La cadence rapide des événements dont l'Europe centrale est le théâtre, ne permet pas toujours de saisir tout de suite tout le sens des décisions politiques prises par tel ou tel parti communiste au pouvoir quand les dépêches d'agence les font connaître. Tel fut le cas fin avril quand les journaux du monde entier rapportèrent que le Comité central du Parti communiste roumain venait de procéder à la réhabilitation de deux de ses anciens dirigeants : *L. Patrascanu* et *S. Foris* et qu'il avait en même temps prononcé la condamnation d'un secrétaire du Comité central, vice-président du gouvernement et ancien ministre de l'Intérieur, *A. Draghici*.

En fait, la résolution publiée le 26 avril, à l'issue du plénum du Comité central, comportait beaucoup plus que cette condamnation et ces réhabilitations, pour importantes qu'elles fussent.

Le Comité central y procédait à une révision fort critique de son passé et, de cette révision, il tirait des conclusions pour sa politique dans le présent et dans l'avenir. Si l'on excepte le fameux rapport secret de Khrouchtchev sur les crimes de Staline et le tout récent programme d'action du Parti communiste tchécoslovaque, cette résolution est peut-être le document le plus complet qu'ait publié un parti communiste au moment où il procédait à sa déstalinisation. Même en Union sovié-

tique, c'est par des moyens détournés, en général, par l'entremise de biographies publiées dans la presse et par « petits paquets », que l'on annonça la réhabilitation des victimes des périodes antérieures. Ici, c'est massivement qu'il y est procédé, et dans un document officiel du Parti : une résolution du Comité central.

La lutte politique qui désormais fait rage à l'Est, à l'intérieur de certains partis communistes, entre les tendances et les clans, et entre certains de ces partis et celui de l'Union soviétique, revêt des formes originales, fort différentes de celles que nous connaissons dans les pays d'anciennes libertés où la discussion des idées se fait à ciel ouvert. L'une de ces originalités consiste à utiliser l'histoire comme lice ou comme champ de bataille de la politique actuelle : on révèle le passé pour combattre tel ou tel qu'on veut écarter ou abattre. C'est ainsi qu'en usa Khrouchtchev, de 1956 à 1962. La méthode s'est généralisée depuis et les communistes roumains viennent d'y recourir à leur tour. Ils ont d'ailleurs fait bonne mesure, et c'est là de leur part une nouvelle originalité : les révélations qu'ils ont faites ne portent pas seulement sur la période stalinienne de leur présence au pouvoir, depuis la fin de la guerre jusqu'à la mort de Staline, mais également sur la période qui a suivi celle-ci et aussi sur la période antérieure à la

dissolution du Komintern en 1943, du temps donc où le Parti communiste roumain n'était qu'un groupuscule aux ordres de l'Internationale.

### LA TRAGÉDIE DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN

Conçue en théorie comme une organisation fraternelle de partis égaux, l'Internationale communiste a été, dès ses débuts, aux ordres du seul parti communiste russe. Toutefois, si tous les autres partis obéissaient, tous n'étaient pas au même rang et il existait entre eux une hiérarchie qui a changé, mais qui était stricte.

A l'époque où Lénine s'intéressait de près au Komintern — jusqu'au début de 1922 — quatre partis revêtaient de l'importance à ses yeux. C'étaient, dans l'ordre, l'allemand, le français, l'italien et le tchécoslovaque. Après, sous le règne de Zinoviev et de Boukharine, jusqu'à la fin de 1928, les Allemands conservèrent la première place, mais d'autres rétrogradèrent, comme les Italiens, et d'autres surgirent au premier plan, comme le P.C. chinois. Après l'avènement de Staline et la débâcle du P.C. allemand, il n'y eut plus de sections importantes, mais seulement des sections qui inspiraient plus ou moins de mépris. Le Parti communiste roumain était parmi les plus méprisés.

Il s'était attiré ce mépris de bien des façons. Tout d'abord, il était faible, et les bolcheviks, en particulier Staline, n'avaient aucun respect pour les faibles. A peu près tous les partis communistes en Europe en général, en particulier dans les Balkans, peuvent se flatter d'avoir joué au cours de l'existence mouvementée du Komintern (1919-1943) un rôle important à un moment de l'histoire de leur pays : les uns ont été alors des partis de masses avec une forte représentation au Parlement ; les autres ont à leur actif des luttes armées, quelques sections ayant d'ailleurs usé des deux méthodes. Le P.C. roumain, quant à lui, ne peut se prévaloir ni de l'un ni de l'autre. Lorsque l'Armée rouge pénétra, en 1944, dans les pays de l'Europe balkanique et centrale, elle trouva un peu partout des forces armées aux ordres des partis communistes locaux (en Yougoslavie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Pologne). En Roumanie, le parti n'avait ni partisans armés ni partisans tout court ; ses effectifs s'élevaient, dans l'été 1944, soit à 800 membres (selon les estimations réalistes), soit à 3.000 (selon les estimations optimistes), et la plupart de ses dirigeants venaient de sortir de prison.

Au mépris pour le parti roumain s'ajoutait à Moscou le mépris pour le peuple roumain. Tout comme les partis communistes, les peuples n'étaient pas tous logés à la même enseigne aux yeux de Staline et des siens. Au Kremlin, on craignait certains peuples, comme les Allemands. On éprouvait pour quelques autres une certaine estime, toute relative d'ailleurs, mêlée à de la haine — pour les Polonais — ou de la sympathie — pour les Bulgares. Pour les Roumains, il n'y avait ni sympathie, ni peur, ni haine, seulement du mépris. Dans

la hiérarchie des peuples, les Roumains venaient tout juste au niveau des Tziganes aux yeux des « internationalistes marxistes-léninistes » de Moscou. Ce sentiment était connu de tout le monde, y compris des Roumains eux-mêmes.

Ce n'est pas tout. La Roumanie était une « création » du traité de Versailles. Or (on l'a bien oublié) l'ennemi numéro un pour Moscou (pour le gouvernement soviétique et pour l'Internationale communiste) ce fut — dès le moment où il devint évident qu'il n'y aurait pas de révolution communiste en Europe — le « système de Versailles », au premier rang duquel venaient la France, en tant que « gendarmerie internationale » et le bloc des Etats créés par le traité de Versailles — Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie — ou agrandis par lui, — ce qui fut le cas de la Roumanie. Cet agrandissement territorial de la Roumanie s'était fait non seulement aux dépens de deux pays voisins alliés des puissances centrales dans la première guerre mondiale — la Bulgarie et la Hongrie — mais aussi aux dépens de la Russie qui revendiquait les territoires de la Bessarabie et de la Moldavie. C'est tout spécialement à l'intention de ces « pays de Versailles » que le « droit de sécession » fut inscrit, par ordre de Moscou, dans le programme des partis communistes de ces pays, accouplé à l'obligation de lutter contre l'hégémonie du peuple dominant (tchèque, serbe, roumain).

La conséquence de cette hostilité aux Etats issus de Versailles fut que, dès 1922-1923, le Komintern pratiqua systématiquement une politique de *diktat* à l'égard des partis de ces pays, leur imposant et leur programme et leur personnel dirigeant. La méfiance à l'égard du « peuple hégémoniste » s'étendait jusqu'aux membres du parti, à tel point qu'un Serbe ou un Roumain ne devait plus être secrétaire général du P.C. de son pays.

En Yougoslavie, cette fonction fut confiée à partir de 1932 à M. Gorkitch (dont le vrai nom était Josip Tchizinski), qui n'était né que par hasard sur le territoire yougoslave, son père étant fonctionnaire austro-hongrois à Sarajevo, ensuite à Josip Broz-Tito, Croate ayant vécu en Russie et marié à une communiste russe.

En Roumanie, dès 1924, le poste de secrétaire général du P.C. fut confié à un Hongrois, Elek Köblös, puis, de 1932 à 1940, à un Bulgare, Boris Stéfanov, le premier étant originaire de Transylvanie et le second de la Dobroudja. Il faut ajouter enfin, qu'avant que le fascisme stalinien n'envahisse le Komintern, les Juifs jouaient un rôle important dans la direction du P.C. roumain : on y trouvait le couple Marcel et Anna Pauker, Dobrogeanu-Ghera, David Fabian-Finkelstein, tous fondateurs du P.C. roumain et membres de son Comité central dans les premières années de son existence.

Simple instrument aux mains de Moscou, le P.C. roumain devait attendre le déferlement de la grande purge stalinienne pour toucher le fond de sa tragédie. Interdit en 1924, il resta hors la loi pendant vingt ans.

Il vit donc la majeure partie de ses dirigeants quitter le pays devant la répression policière et chercher refuge en Union soviétique. Ils y vécurent tant bien que mal jusqu'au moment où les policiers de Staline commencèrent à s'en prendre aux chefs communistes étrangers qui vivaient en exil en Union soviétique. Ils furent alors un gibier facile pour les persécuteurs staliniens. N'ayant aucune possibilité de retour dans leur propre pays, ils étaient déchirés en luttes fractionnelles à l'intérieur d'un parti faible et méprisé par Moscou. Et beaucoup d'entre eux étaient des Juifs ; aussi tiennent-ils une place de choix dans la martyrologie des communistes étrangers « réfugiés » en U.R.S.S. La fine fleur de l'émigration communiste roumaine trouva ainsi la mort.

Voici quelques-unes des victimes :

*Alexandre Dobrogeanu-Gherea*, fils du fondateur du mouvement socialiste en Roumanie, lui-même ingénieur et député depuis 1919, membre de la délégation socialiste en automne 1920 à Moscou qui négocia l'adhésion du Parti à l'Internationale communiste. De nouveau à Moscou en 1923, quand il s'agit d'adopter la ligne soviétique sur la question nationale en Roumanie. Emprisonné à maintes reprises, en 1921, 1924, 1928, il se réfugia en Union soviétique où il fut arrêté en 1936 et exécuté en 1938.

*Marcel Pauker*, intellectuel, membre du Comité central du P.C. dès sa fondation, chef de la délégation roumaine au IV<sup>e</sup> congrès du Komintern en 1922, jouait un rôle capital dans le parti roumain, mais en même temps — selon les propres paroles de N. Ceausescu au plénum du Comité central de novembre-décembre 1961, « Marcel Pauker était très haut placé dans la hiérarchie du Komintern et chargé des affaires roumaines ». Il fut arrêté également durant la grande purge et fusillé, avant que son ex-femme, Anna Pauker, regagnât l'U.R.S.S. à l'époque du pacte Hitler-Staline.

*Elena Filipovici (Lenutza)*, ouvrière, élève de l'École léniniste du Komintern de 1927 à 1930, cooptée au Comité central à son retour en Roumanie, rapporteur politique principal au nom du Parti au V<sup>e</sup> congrès, en décembre 1931, représentait le P.C. roumain au Comité exécutif du Komintern. Elle fut arrêtée au moment de la grande purge et fusillée dès 1937.

*Eugen Rozvany*, Hongrois de Transylvanie, intellectuel, membre de la délégation roumaine à Moscou en septembre 1920, délégué au congrès de la fondation du P.C. en 1921, membre du Comité central, fit de fréquents séjours à Moscou pour assister aux réunions du P.C. roumain et du Komintern. Il fut exécuté comme les autres à l'époque de la grande purge (1).

*Ellek Köblös*, Hongrois de Transylvanie, ouvrier, l'un des fondateurs du P.C. roumain, secrétaire général du Parti à partir de 1924.

Arrêté une première fois pour son activité communiste en Roumanie dès 1920, puis en 1927 sur la frontière tchécoslovaque et menacé d'extradition. Finalement libéré, il partit définitivement en Union soviétique, où il fut fusillé en 1937.

*David Fabian-Finkelstein*, un des fondateurs du P.C. roumain et membre de son Comité central dès le début, arrêté également pour son activité communiste en Roumanie, et réfugié en Russie où il trouva la mort avec les autres dirigeants du P.C. roumain.

*Dumitru Grofu*, militant syndicaliste très connu, secrétaire de la fédération syndicale des ouvriers métallurgistes dès 1920, délégué au congrès de fondation du P.C. roumain en 1921, arrêté plusieurs fois pour son activité communiste, parti en Union soviétique où il fut fusillé en 1937.

*Ecatarina Arbore*, fille d'un des premiers révolutionnaires roumains, venu de l'anarchisme au socialisme, milita dans le P.C. roumain dès sa fondation. Réfugiée en Union soviétique, elle y exerça des fonctions importantes, notamment celle de ministre dans le gouvernement de la région autonome de Moldavie. Elle a disparu au moment de la grande purge.

D'autres dirigeants et militants communistes roumains subirent le même sort durant la grande purge, *Aladar Imre, Jacques Konitz, Leon Lichblau, Alter Zalic*, etc.

Tous ces massacres furent accomplis dans un silence total. Il n'en fut pas plus parlé que s'ils n'avaient pas eu lieu. Ni dans la presse du Komintern ni dans les textes du P.C. roumain, même après la mort de Staline, aucune allusion ne fut faite à ces dirigeants morts en U.R.S.S. La première entorse à cette règle date de 1961. Lors d'un plénum du Comité central, il fut parlé de Marcel Pauker, mais son nom ne sortit des ténèbres que pour être critiqué.

## LE SORT DE LUCRETIU PATRASCANU

A l'inverse de tous ces militants du P.C. roumain, Lucretiu Patrascanu n'avait pas cherché refuge en U.R.S.S. Il n'était ni Juif « cosmopolite », ni ouvrier sans attache et sans protection, ni Hongrois de Transylvanie. Il était le fils d'un professeur, qui était aussi un écrivain, et sa famille bourgeoise, qui lui fit donner une solide éducation, pouvait lui assurer une certaine protection auprès des autorités du pays. Né en Moldavie, il avait fait ses études universitaires à Bucarest, où il obtint la licence en droit puis, en 1925, le titre de docteur ès-sciences économiques. Il étudia ensuite à l'étranger : à Leipzig il fut promu docteur en philosophie. En même temps, il militait activement dans le parti communiste dont il était membre depuis sa fondation en 1921 et prit part à ses congrès. Après sa mise hors la loi en 1924, le parti dut, selon les directives du Komintern, pratiquer parallèlement le travail clandestin et le travail légal ; c'est à ce deuxième secteur que fut affecté

(1) Ces quatre dirigeants du P.C. roumain figuraient sur la liste des victimes de Staline dans notre article : « *Le martyrologe du Komintern* », publié dans *Le Contrat Social* (Nov.-Déc. 1965).

Patrascanu. En 1931, le parti participa aux élections parlementaires sous le couvert du « Bloc ouvrier et paysan » et réussit, exploit exceptionnel, à gagner cinq sièges. L'un allait à Patrascanu, mais le gouvernement procéda immédiatement à l'invalidation de son mandat. Cette même année, en décembre 1931, Patrascanu participa au V<sup>e</sup> congrès du parti et fut élu membre de son Comité central.

Son activité politique de 1931 à 1941 est indirectement relatée par lui-même dans son livre, publié en 1946 (il en existe une traduction française) « *Sous trois dictatures* ». Il n'y parle pas de son activité personnelle mais il y expose la politique suivie par le P.C. roumain, dont il était à l'époque le principal artisan dans le pays. Quand le Front populaire devint la ligne générale du Komintern, Patrascanu s'efforça de le mettre en pratique en Roumanie. Ainsi qu'il le rapporte dans son livre, les communistes proposèrent, en vue des élections parlementaires de décembre 1937, un Front unifié de toutes les formations démocratiques et progressistes, à commencer par le parti le plus fort dans le pays, le Parti national paysan du Dr J. Maniu. Ils préconisèrent ce qu'on retrouve partout ailleurs, non seulement à l'époque du Front populaire mais aujourd'hui là où les communistes pratiquent l'unité d'action, c'est-à-dire, en premier lieu, l'élaboration d'un programme commun. En même temps, ils essayaient de manœuvrer la gauche démocratique et progressiste du Parti national paysan et de la pousser contre les éléments de droite du même parti.

De temps en temps, Patrascanu était inquiété par les autorités roumaines à cause de son activité communiste. Ainsi, après la grève de Grivitza dans les chemins de fer, en 1933 (l'exploit principal dont se targue l'histoire du P.C. roumain, de 1921 à nos jours, ce qui en dit long sur le mordant révolutionnaire de ce parti) il fut le défenseur de certains des militants poursuivis, mais fut menacé d'être lui-même traduit devant le tribunal. A cette occasion, l'organe officiel du Komintern *La Correspondance internationale* (n° 41, du 12 septembre 1936) lança un appel en sa faveur :

« *Le procès contre le Dr Patrascanu, le champion antifasciste bien connu, s'ajoute à la série des procès sus-mentionnés. Cette fois encore, la justice militaire, appelée à « juger » le champion communiste, prononcera de longues et lourdes peines de prison contre un adversaire irréductible du mouvement fasciste roumain et de ses suivants.*

« *Le docteur Lucretiu Patrascanu, ancien député dans la première — et dernière, après son annulation arbitraire — fraction communiste au parlement roumain, connu aussi pour son activité en qualité d'avocat lors des grands procès ouvriers, est maintenant appelé devant le tribunal à cause des vastes mouvements grévistes des cheminots de Grivitza en 1933. Il est accusé d'avoir été l'instigateur moral de ce mouvement important. Basé sur de simples présomptions et sur une série de faits et de causes que la Sûreté a montés de toutes pièces, le docteur Patrascanu est depuis trois ans*

*avec d'autres cheminots sous le coup d'une accusation. Ni le gouvernement du Parti national paysan, autour de la répression sanglante de Grivitza, ni le gouvernement libéral n'ont osé jusqu'à présent entamer le procès quoiqu'ils en aient eu toutes les possibilités. Pourquoi ? L'examen le plus rapide et le plus superficiel de l'acte d'accusation révèle la mise en scène sur laquelle sont basées l'inculpation et les preuves contre le docteur Patrascanu ».*

Les prophéties de l'organe du Komintern sur « de longues et lourdes peines de prison » ne se réalisèrent pas et Patrascanu resta en liberté, continuant son métier d'avocat et son activité de communiste.

Vint la seconde guerre mondiale. En 1941, la Roumanie se rangea aux côtés de l'Allemagne contre l'U.R.S.S. Patrascanu fut alors placé en résidence surveillée, mais sa vie n'était nullement menacée. Cette surveillance ne l'empêcha même pas de poursuivre son activité à la fois dans le parti et au nom du parti : il fut l'un des négociateurs du futur Front national chargé de prendre le pouvoir à l'entrée des troupes soviétiques.

Le 23 août 1944, la Roumanie changea de camp et Patrascanu entra comme représentant du parti communiste dans le nouveau gouvernement ; il fut d'abord ministre sans portefeuille ; ensuite, en octobre 1944, ministre de la Justice. Précédemment, en septembre 1944, il avait fait partie de la commission roumaine d'armistice qui se rendit à Moscou pour négocier les modalités de paix avec Staline et Molotov. Lors de la conférence nationale du P.C. roumain, en octobre 1945, il fut réélu membre du Comité central, et en 1946 il fut promu membre du Bureau politique. Cette même année, il vint à Paris dans la délégation roumaine à la Conférence de la paix. En 1946 toujours, il fut nommé professeur à l'Université de Bucarest.

Patrascanu exerça ses fonctions au ministère de la Justice au cours des années 1946-1947 quand commença à tomber le « rideau de fer ».

Les élections préfabriquées se déroulèrent en novembre 1946 et, une année plus tard exactement, en novembre 1947, J. Maniu, chef du Parti national paysan, fut traduit, avec plusieurs de ses lieutenants, devant le tribunal, et condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Au début de 1948, le sort tourna. En février 1948, Patrascanu ne fut pas réélu membre du Comité central lors du congrès de réunification du parti communiste et du parti socialiste d'où sortit le « Parti ouvrier roumain ». En mars 1948, il fut destitué de son poste de ministre de la Justice. Les premières mesures furent prises contre lui à un moment historique. L'événement n'était alors connu que dans les plus hautes sphères de la hiérarchie communiste de l'Est : Staline a décidé de liquider Tito.

On se rend compte aujourd'hui, avec le recul historique, que l'équipe dirigeante roumaine, en premier lieu G. Dej, révéla dès lors une capacité remarquable à s'adapter rapide-

ment à chaque tournant de la politique soviétique et à en tirer profit.

Le premier signe extérieur indiquant que Tito était en train de s'attirer les foudres de Staline vint précisément de Bucarest; c'est d'une dépêche, devenue fameuse plus tard et que Dediyer a reproduite dans « *Tito parle* », annonçant, le 12 février 1948, que le P.C. roumain venait d'ordonner l'élimination des portraits de Tito de toutes les vitrines où ils figuraient aux côtés de ceux de Staline et de Dimitrov. La première arrestation — également bien avant que l'excommunication de Tito frappât le monde le 28 juin 1948 — fut également effectuée à Bucarest. C'est Patrascanu qui en fut la victime.

Ce n'est que maintenant — grâce à la résolution du 27 avril de cette année — qu'on apprend qu'une commission fut nommée à la direction du P.C. roumain pour enquêter sur les chefs d'accusation suivants contre Patrascanu : agent de la police bourgeoise roumaine (la Sigurantsa) et espion anglo-américain, comme il se devait à l'époque pour les investigations de ce genre : la commission trouva des « preuves » de sa culpabilité. Le 28 avril 1948, Patrascanu était arrêté. Quelques mois plus tard commençait cette chasse aux « espions titistes » en Europe communiste, dont la première victime fut Kotschi Dzodzé en Albanie, mais les dirigeants du P.C. roumain pouvaient dès lors prétendre que chez eux les « agents titistes » étaient en prison depuis fort longtemps. C'est pourquoi, lorsque G. Dej fit son rapport à la troisième et dernière réunion du Komintern, en novembre 1949, intitulé « *Le Parti communiste yougoslave au pouvoir des assassins et des espions* », il déclara tout logiquement que l'espion titiste et anglo-américain en Roumanie, L. Patrascanu, avait été depuis fort longtemps mis hors d'état de nuire.

A cette première « finesse » dans la façon d'utiliser la lutte contre le titisme, devaient s'en ajouter d'autres. Partout ailleurs se déroulaient des procès-assassinats contre les « espions titistes » (Dzodzé, Kostov, Rajk, Slansky). Les communistes roumains gardèrent leur « titiste » en prison sans le traduire en justice. ( Il n'y eut que les communistes polonais à procéder de même avec Gomulka).

Mais, autre « finesse » de la politique byzantino-latine de Bucarest, à la mort de Staline qui inaugura une nouvelle phase, moins sanglante dans l'histoire communiste, les Polonais firent libérer Gomulka (fin 1954) : les communistes roumains, eux, firent assassiner cette même année Patrascanu.

Il n'est pas exclu qu'une fois de plus, l'équipe roumaine ait pressenti le tournant antistalinien comme elle avait pressenti le tournant anti-titiste, la victime étant, cette fois encore, Patrascanu... La déstalinisation au sommet du P.C. russe avait commencé en fait dès la mort de Staline, et on pouvait craindre que cette déstalinisation ne profite aux victimes du stalinisme, comme ce sera effectivement le cas avec Gomulka en Pologne. Patrascanu pouvait donc réparaître. Le meilleur moyen de prévenir sa réapparition était de le mettre à mort. Le 18 mars 1954, A. Draghici présentait

au Comité central l'autorisation de faire le procès de l' « espion » Patrascanu.

Le procès dura du 6 au 13 avril; Patrascanu fut condamné à mort le 14 avril et fusillé dans la nuit du 16 au 17 avril.

En 1936, dans l'organe du Komintern, l'article déjà cité portait ce grand titre : « *Un nouveau crime judiciaire est préparé en Roumanie, le procès contre le Dr Patrascanu* ». La conclusion était la suivante : « *Une campagne bien menée dans le pays et à l'étranger, empêchera ce nouvel assassinat judiciaire que projettent le gouvernement Tatarescu et tous ceux qui soutiennent le fascisme roumain à l'intérieur et à l'extérieur des frontières* ».

Un tel titre aurait beaucoup mieux convenu en 1954 qu'en 1936. Seulement, en 1954, l'assassin était le gouvernement communiste de Ghergiu Dej. Il n'y eut donc aucune campagne en faveur de L. Patrascanu, ni dans le pays, ce qui va de soi, étant donné le régime, ni non plus à l'étranger.

## L'AFFAIRE S. FORIS

Le secrétaire général du P.C. roumain jusqu'en 1940 fut Boris Stefanov, Bulgare, qui avait quitté la Roumanie vers 1930 et avait vécu depuis lors en Union soviétique. Il était devenu membre du Comité exécutif du Komintern lors de son VII<sup>e</sup> congrès mondial, en 1935. Il ne devait plus jamais remettre les pieds en Roumanie. Quand les troupes soviétiques pénétrèrent dans les Balkans, il préféra s'installer en Bulgarie, ce qui indique à quel point il se sentait peu attaché à la Roumanie.

En 1940, la Roumanie fut le théâtre d'événements importants : alliance avec l'Allemagne hitlérienne, perte de la Bessarabie au profit de l'U.R.S.S., de la Dobroudja au profit de la Bulgarie, de la Transylvanie au profit de la Hongrie; abdication du roi Carol et arrivée à la présidence du Conseil du maréchal Antonescu, etc. Cette même année, le Komintern remania la direction du P.C. roumain. Anna Pauker, devenue membre du Comité exécutif du Komintern assumait cette direction et Stefan Foris fut désigné comme secrétaire général du Parti en Roumanie même.

Foris était membre du parti communiste depuis sa fondation en 1921 et il avait suivi fidèlement les lignes successives que le Komintern imposait au parti. En décembre 1931, au V<sup>e</sup> congrès du parti, il fut élu membre du Comité central. Arrêté plus tard pour son activité communiste, il fut relâché en 1939 et l'année suivante il se trouvait à la tête du minuscule P.C. roumain — charge qu'il assumait durant la deuxième guerre mondiale. Subitement, le 4 avril 1944, il fut chassé à la fois de la direction du parti et du parti lui-même à l'issue d'une réunion restreinte organisée dans l'hôpital d'une prison, en présence de G. Dej devenu secrétaire général, de Chivu Stoica, Georges Apostol et, notons-le, d'Emile Bodnarus, homme de confiance de Moscou, qui

venait d'arriver clandestinement d'Union soviétique pour établir la liaison avec le P.C. roumain. L'accusation, telle qu'elle fut formulée plus tard publiquement par G. Dej lui-même, était dans le style typique des calomnies employées par Staline contre la « vieille garde » bolchevik : « *Dans cette situation (après le 22 juin 1941), alors que les tâches historiques d'une telle importance se posaient devant le parti, un groupe d'éléments traîtres, dirigés par Foris qui avait pénétré dans le parti, provoqua l'arrestation des principaux dirigeants, s'efforçant ainsi de décapiter le parti et de s'emparer de sa direction. Ce groupe contre-révolutionnaire ennemi développa une activité lâche et criminelle, visant à décomposer et à liquider les organisations du parti. Il livra à la Sigourantza et à la Gestapo les principaux cadres du Parti. Mais même dans ces dures conditions, les organisations du parti, dévouées sans limite au peuple et à la patrie, fidèles à la grande cause de Lénine et de Staline, surmontèrent la terreur sauvage de la Gestapo et des détachements punitifs d'Antonescu... Les principaux militants se trouvant dans les prisons et dans les camps de concentration coordonnaient leur ligne de conduite avec les membres du Comité central travaillant dans l'illégalité et restés fidèles au parti. C'est ainsi que le 4 avril 1944, on réussit à écarter les agents ennemis de la direction du Parti.* » G. Dej, « Le trentième anniversaire du Parti, Paix et démocratie, 4 mai 1951).

On devine la suite : les « principaux cadres du parti livrés à la Gestapo et à la Sigourantza par Foris » sortirent sains et saufs de prison en août 1944 et l'un de leurs premiers gestes fut d'y enfermer l'ex-secrétaire du parti, S. Foris. A partir de cette date, pas un mot ne fut écrit dans la presse communiste roumaine sur ce qui était arrivé à Foris. Nul ne parla de son exécution, bien qu'elle ne fit aucun doute. C'est aujourd'hui seulement que la résolution du Comité central révèle que Foris fut arrêté après le 23 août 1944 et qu'il fut assassiné sans procès en 1946, sur décision de quatre dirigeants supérieurs de l'époque : G. Dej, Th. Georgescu, Anna Pauker et V. Luca. Cette même résolution, tout en admettant qu'il avait commis certaines erreurs tactiques, le déclare entièrement innocent des accusations policières. Le transfert de ses cendres au Panthéon roumain a été ordonné !

## LES IMPLICATIONS POLITIQUES DE CES REHABILITATIONS

Les Roumains s'étaient montrés jusqu'alors des plus réticents à procéder à la réhabilitation des communistes victimes de la terreur stalinienne. En Pologne, dès 1955, quelques chefs communistes assassinés en U.R.S.S. eurent droit à une biographie dans la presse du parti. Les Hongrois réhabilitèrent en 1956 les victimes de l'époque de Staline et de Rakosi. Même les Tchèques ont fait quelques démarches timides dans le même sens à l'époque de Novotny. Les Roumains n'adoptèrent pas

cette politique, même après le XX<sup>e</sup> congrès et le rapport Khrouchtchev. Il fallut attendre la disparition de G. Dej pour que la vérité se fasse en Roumanie également sur le passé du parti, et qu'on puisse le présenter tel qu'il était en réalité et non plus tel que la version officielle l'avait jusqu'alors présenté.

Dès le 7 mai 1966, dans un discours à l'occasion du 45<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du P.C., Ceausescu avait soulevé un coin du voile qui cachait cette histoire, mais il l'avait fait plutôt au nom du nationalisme contre les communistes étrangers qui avaient dirigé le P.C. roumain dans le passé. Il critiquait le fait que le Komintern avait imposé des étrangers à la tête du parti : « *Il faut également ajouter les conséquences négatives issues de la pratique du Komintern, consistant à nommer à la direction du parti, y compris au poste de secrétaire général, des étrangers qui ignoraient la vie du peuple roumain et ses préoccupations. Les vieux membres du parti se rappellent que les secrétaires généraux du Comité central du P.C. roumain nommés au IV<sup>e</sup> et au V<sup>e</sup> congrès étaient deux militants des autres partis communistes* » (Il importe d'ajouter que déjà le secrétaire général nommé au 3<sup>e</sup> congrès, en 1924, était un Hongrois). Ceausescu attaqua également l'attitude du Komintern imposant dans la question nationale une position anti-roumaine au P.C. roumain : « *Dans nombre de documents, résolutions et décisions du troisième, du quatrième et du cinquième congrès, la Roumanie était jugée à tort comme un Etat typiquement multinational créé sur la base d'annexion de certains territoires étrangers* ».

La résolution du Comité central du 26 avril 1968 va beaucoup plus loin : elle condamne à la fois ce qui s'est passé sous Staline à l'époque du Komintern, ce qui s'est passé sous Staline dans la Roumanie communiste, enfin ce qui s'est passé sous G. Dej après la mort de Staline en 1953. Les réhabilitations concernent à la fois les militants mis à mort en Russie soviétique (ils sont au nombre de dix-neuf, nommés par ordre alphabétique), les militants victimes de la terreur après 1944 comme Patrascanu et Foris, et aussi les militants communistes épurés depuis lors, mais demeurés en vie comme Constantinescu, ancien membre du bureau politique et ancien vice-président du gouvernement, qui ne fut écarté du pouvoir qu'en 1957 (après avoir représenté le P.C. roumain aux côtés de G. Dej au XX<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique, en février 1956).

A ces réhabilitations retentissantes, s'ajoute la condamnation de G. Dej — secrétaire général du P.C. roumain, de 1944 à sa mort en mars 1965. Ainsi, le seul des secrétaires du P.C. roumain qui fut encore sur son piédestal vient d'être déboulonné. A la vérité, ses prédécesseurs ont eu un sort plus tragique encore, puisque leur « liquidation » est survenue avant leur mort et qu'ils ont été assassinés en U.R.S.S. (comme Köblös), ou en Roumanie (comme Foris). Seul le Bulgare B. Stefanov a survécu, mais en Bulgarie, et il a été sévèrement critiqué en Roumanie depuis la guerre. Décidément, pour l'actuel secrétaire



général N. Ceausescu, l'exemple de ses pré-décesseurs n'est pas très encourageant.

Le sens politique de ces critiques adressées au passé, sous Staline ou sous G. Dej, ne peut prêter à équivoque sur un point précis : quand on critique les hommes du passé et leurs méthodes, c'est qu'on veut se démarquer d'eux dans le présent. L'évocation des crimes commis par Moscou contre le P.C. roumain dans le passé sert à justifier les distances qu'on prend de plus en plus à l'égard de Moscou dans le présent. Quand on limoge A. Draghici, qui fut ministre de l'Intérieur de 1952 à 1965, et dénonce les méthodes employées à cette époque contre les communistes, cela veut dire qu'un peu plus de « légalité socialiste » devrait être de rigueur dans le présent et dans l'avenir, que les libertés individuelles du citoyen roumain seront mieux protégées, et qu'il pourra plus facilement retrouver quelques-unes de ces libertés accordées toujours à une minorité privilégiée comme par exemple la liberté de voyager à l'étranger.

Bien entendu, en poursuivant cette politique, Ceausescu ne compte pas introduire en Roumanie, sur le plan intérieur, les mêmes transformations qu'en Tchécoslovaquie. Il est remarquable, au contraire, que ce « tournant » ait été pris, en Roumanie, strictement à l'intérieur du parti, et par décision du parti, sans être précédé d'effervescence dans l'intelligentsia ou dans la jeunesse universitaire. Aucun phénomène de ce genre ne s'est produit en Roumanie à l'heure où cette résolution fut prise. Le « tournant » actuel a été pris de la même manière que le précédent, qui eut pour résultat d'éloigner la Roumanie de l'orbite soviétique : le Comité central prend des décisions d'abord, les fait connaître ensuite au parti, et finalement au peuple sans qu'il se soit manifesté la moindre agitation dans la rue ou dans la presse.

Que Ceausescu n'ait pas été gagné soudain à la cause de la démocratie pure et de la justice, deux faits en témoignent amplement.

La résolution condamne le Politburo de 1945 qui approuva la condamnation à mort

Tous les renseignements contenus dans **EST** et **QUEST** sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

de Patrascanu, coupable d'avoir fait preuve de « manque de responsabilité en prenant des mesures aussi graves que le transfert devant un tribunal d'un militant important du parti ». Trois membres de l'ancien Politburo de 1954 occupent encore de hautes fonctions aujourd'hui (Stoica, Apostol et Bodnaras). Mais Ceausescu n'était pas loin d'être l'un d'eux, et ce n'est pas par hasard qu'il a choisi la condamnation de Patrascanu comme date en deçà de laquelle le Politburo échappe aux critiques : Patrascanu fut condamné le 14 avril et exécuté dans la nuit du 16 au 17 avril 1954 ; quelques jours plus tard, le 20 avril, Ceausescu entra au Bureau politique comme membre suppléant et secrétaire du Comité central ; par conséquent, il ne devait pas être totalement étranger à ce qui se faisait au cours de ce mois d'avril au sommet du parti. Et encore moins hostile à ce qui s'y faisait. Sans cela, il n'aurait pas été promu, la semaine même où tombait la tête de Patrascanu.

Tout récemment, des décisions ont été prises en décembre 1967 à Bucarest et en janvier 1968, à Prague, qui sont, sur le même problème, radicalement différentes... En Tchécoslovaquie, Novotny a été dépossédé de son poste de premier secrétaire du parti au nom du principe de la séparation des pouvoirs entre le Parti et l'Etat. A Bucarest, Ceausescu, secrétaire général du parti, a été nommé président du gouvernement. Et les fonctionnaires de l'appareil du Parti ont été alors encouragés à accaparer encore plus de responsabilités dans l'administration et la production, mesure qui ne présage pas généralement un mouvement de libéralisation ou de démocratisation (2).

BRANKO LAZICH.

(2) Il n'est pas sans intérêt, et il est pittoresque, de rapprocher les deux textes par lesquels les deux partis ont justifié leurs décisions divergentes : on y verra comment les communistes sont habiles à justifier toute chose et son contraire, parfois dans les mêmes termes.

La résolution adoptée à sa session de janvier par le P.C. tchécoslovaque comportait les deux paragraphes suivants :

« En se fondant sur la conception générale de notre politique, orientée vers la création d'une société socialiste profondément démocratique et évoluée, conformément au processus amorcé de la démocratisation dans le domaine administratif et politique, pour diviser le travail et promouvoir de nouveaux rapports entre les organismes supérieurs du Parti et de l'Etat, ainsi que pour souligner l'importance du poste de président en tant que symbole du pouvoir ouvrier et socialiste dans cet Etat, le Comité central a résolu de séparer le poste de président de la République de celui du premier secrétaire du Comité central du P.C.T. »

« Pour ces raisons, la session du C.C. du P.C.T., en se fondant sur la requête personnelle du camarade Antonin Novotny, a résolu de le libérer, en tant que président de la R.S.T., de ses fonctions de premier secrétaire du C.C. du P.C.T. » (Bulletin d'Information I (113), p. 43).

On lit d'autre part dans le compte rendu publié par la *Nouvelle Revue Internationale* de février 1968, sous la signature B.Z., de la conférence du P.C. roumain :

« Appliquant avec constance le principe de l'amélioration des formes et des méthodes de la direction de la vie sociale, la conférence nationale [du Parti communiste roumain, tenue à Bucarest du 6 au 8 décembre 1967] a jugé nécessaire que les fonctions de président du Conseil d'Etat soient assumées par le secrétaire général du Comité central du Parti. Ainsi se trouve assurée la conformité réclamée par la vie, le rôle dirigeant du Parti dans l'activité de la société et de l'Etat se trouve pleinement affirmé. La conférence nationale a donc décidé à l'unanimité de proposer à la Grande Assemblée nationale d'élire Nicolae Ceausescu président du Conseil d'Etat ».

## Les staliniens contre la rénovation tchécoslovaque

**N**OUS avons relevé ici même (voir *Est et Ouest* 1-15 mai 1968, n° 404 : « *Le nouveau programme du Parti, communiste tchécoslovaque* ») le peu d'empressement, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'ont montré les communistes soviétiques, et les communistes français, à approuver l'arrivée d'une nouvelle équipe à la tête du parti et du gouvernement en Tchécoslovaquie. Du « programme d'action » que cette équipe a adopté, la *Pravda* a publié 1.200 mots (alors qu'il en comporte 24.000) et *l'Humanité* encore moins. C'est là, pour le moins, de la réserve, et ce caractère réticent de l'approbation du P.C.U.S. et du P.C.F. est en quelque sorte mis en relief par la chaleur avec laquelle Luigi Longo vient d'apporter l'appui « *inconditionnel* » du P.C. italien à tout ce qui se passe en Tchécoslovaquie.

Si les staliniens honteux — les dirigeants du P.C. soviétique et ceux du P.C. français — s'en tiennent à cette attitude réservée, ceux qui continuent à se réclamer de Staline sont sans hésitation dans leur condamnation de la révolution politique dont la Tchécoslovaquie est le théâtre.

Il faut toutefois noter que, fin avril, les communistes chinois n'ont pas prononcé leurs jugements sur les transformations tchécoslovaques. Le P.C. chinois n'a pas pris officiellement position à leur sujet, et, autant qu'on sache, la presse chinoise n'en parle pas. L'orientation « *ultra-révisionniste* » de la nouvelle politique du P.C. tchécoslovaque ne peut assurément pas avoir l'approbation des dirigeants chinois, mais, d'autre part, Mao et son équipe ne seraient certainement pas fâchés de voir les communistes de Prague prendre quelque distance à l'égard de ceux de Moscou.

Ainsi s'expliquerait peut-être le silence qu'ils observent : ils attendraient de voir si la Tchécoslovaquie ne serait pas dans une certaine mesure une nouvelle Roumanie.

Il faut dire toutefois que si le silence de la presse chinoise a quelque chose d'étrange étant donnée l'importance des faits et le bruit qu'ils font dans le monde, il perd un peu de son caractère insolite dès que l'on constate qu'en règle générale, il n'est jamais question ou presque dans les journaux chinois des pays de l'Europe de l'Est. Seule, l'Albanie y fait l'objet d'informations et d'études. Les autres sont ignorés, du moins quant à leurs dirigeants, car il y est fait mention de l'admiration que leurs ouvriers et paysans professent... pour la pensée de Mao Tsé-toung.

### L'OPINION DES COMMUNISTES ALBANAIS

Si les communistes chinois ont gardé le silence, ceux d'Albanie ont parlé, et abondamment, des événements de Tchécoslovaquie (et aussi de Pologne). *Zeri i Popullit* a notamment publié, au début d'avril, une longue étude, que la rédaction de *l'Humanité nouvelle* (11 avril

1968) a qualifiée de « *fondamentale* » sur le processus de dégénérescence auquel on assiste dans les pays révisionnistes, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Union Soviétique. Le titre de cette étude constitue un mot d'ordre. « *La classe ouvrière des pays révisionnistes doit descendre sur le champ de bataille et rétablir la dictature du prolétariat...* ».

Selon les communistes albanais, la Tchécoslovaquie s'est engagée dans la voie de la restauration du capitalisme. Aux révisionnistes installés au pouvoir depuis la mort de Staline se substituent des néo-révisionnistes qui, comme les précédents, s'imposent à la classe ouvrière et aux masses « *par la force de leur régime, par la considération due à leur ancienneté de service comme aux décorations qui couvrent leurs poitrines vermoulues* », mais qui les trompent encore davantage.

Nous reproduisons de cette étude, d'après sa traduction officielle parue dans *l'Humanité nouvelle* (11 avril 1968) l'essentiel du chapitre consacré à la Tchécoslovaquie. (Les passages en italique sont soulignés par nous).

\*\*\*

« Les révisionnistes soviétiques clamaient que la Tchécoslovaquie était leur plus fort bastion, le pays qui leur était le plus fidèle. Ils tenaient Antonin Novotny pour le dirigeant le plus proche d'eux, « le plus sérieux et ayant le plus d'autorité » du clan révisionniste, après eux-mêmes bien entendu. Mais tout cela ne signifiait rien. En effet Novotny et sa clique révisionniste dévouée aux khrouchtchéviens ne sont pas parvenus à exécuter les ordres que leur donnaient leurs patrons de Moscou. Le cheval crevé des Soviétiques Antonin Novotny a sombré dans le marais révisionniste qu'il avait lui-même préparé, tandis que l'autre cheval, celui qui l'a remplacé, Dubcek, a pris le mors aux dents et galope maintenant vers les « plaines » occidentales où l'attendent les filets des capitalistes français et ouest-allemands, qui n'ont pas oublié les enseignements de leurs vieux agents Masaryk, Benès, Tito, Hasha et autres.

« Comment se développe la nouvelle contre-révolution en Tchécoslovaquie ? O uvertement contre Antonin Novotny et sa clique, c'est-à-dire contre le joug révisionniste soviétique.

« La Tchécoslovaquie s'avance rapidement vers le capitalisme avec son système des partis, vers le capitalisme d'Etat et vers la liquidation, sans camouflage, de la dictature du prolétariat tant sur le plan économique que dans l'enseignement et la culture.

« On y préconise publiquement non seulement la coexistence, mais aussi l'établissement de liens solides avec les capitalistes occidentaux. On s'incline ostensiblement sur la tombe de Masaryk, père et fils, sur celle de Benès, on pratique des réhabilitations tapageuses de toute sorte de gens y compris de fascistes, que l'on qualifie d'« éminentes personnalités » victimes de la « terreur stalinienne » pratiquée non seule-



ment par la clique de Novotny mais encore par Gottwald, donc par le Parti communiste tchécoslovaque, bien entendu « dirigé par Staline et par le Komintern ».

« En somme, la Tchécoslovaquie avance rapidement, sans trop de ruse ni de démagogie, vers le capitalisme, vers la restauration complète politique, idéologique, économique et étatique de la République bourgeoise capitaliste.

« Quels sont les moyens et les formes de ce processus ?

« Ce processus reste partie intégrante de l'ensemble du processus révisionniste, il est le résultat, la manifestation de la désintégration du clan révisionniste, des contradictions qui opposent les diverses tendances au sein du clan révisionniste comme au sein de chaque pays révisionniste pris à part. Ce processus n'a donc rien pour nous surprendre, il est absolument normal dans les circonstances historiques données. D'une part, une partie du peuple tchécoslovaque, voire la classe ouvrière tchécoslovaque elle-même était préparée et prédisposée à cette voie « libérale », comme la qualifient les révisionnistes. Pour eux, le communisme n'a été qu'un incident et le Parti communiste tchécoslovaque, au cours de la période écoulée depuis la Libération, n'a pas travaillé sur des bases solides, en profondeur. De ce fait il n'y a eu que fort peu de changement dans la nature, dans les tendances politiques, dans le goût politico-culturel d'une partie du peuple, qui ne s'est nullement débarrassé de ses anciens sentiments bourgeois capitalistes.

« Au surplus, le nouveau cours emprunté par la Tchécoslovaquie vers le capitalisme porte témoignage de la décomposition actuelle et ultérieure du révisionnisme soviétique. Celui-ci, tombé dans le marais qu'il a lui-même aménagé, n'est plus en état de menacer ses adversaires ni sur le plan politique, ni sur le plan économique, ni même sur le plan militaire. Il est devenu lui-même l'esclave du système et de la trahison qu'il a mis au point. Les dirigeants révisionnistes soviétiques sont contraints de rire jaune devant les calamités qui leur tombent sur la tête.

« Le cours révisionniste tchécoslovaque a maintenant l'appui total non seulement des impérialistes américains, français, ouest-allemands, mais aussi bien entendu des titistes révisionnistes « neutres » et « in petto » des révisionnistes hongrois. Ainsi se cristallise une force plus ou moins organisée, dans le cadre de la désintégration révisionniste et sous le signe de « l'indépendance » contre les révisionnistes soviétiques, polonais et autres. On conçoit dès lors que ceux-ci redoutent que cette maladie ne soit contagieuse et se propage chez eux par la tendance à supprimer les vieilles rosses révisionnistes pour les remplacer par de jeunes chevaux.

« Les nouveaux contre-révolutionnaires tchèques recourent à des méthodes multi-latérales. Ils attachent une grande importance à tenir bien en mains la situation intérieure sans négliger pour autant la politique étrangère. Evidemment, par démagogie, ils parlent encore de l'amitié avec l'Union soviétique, mais en réalité ils la sapent. Leur objectif consiste à liquider complètement Novotny et sa clique, à éliminer leur politique pro-soviétique, afin de réduire les relations avec l'Union soviétique à de simples relations commerciales. La campagne pour liquider Novotny, pour le démasquer et le compromettre, et enfin pour le supprimer, a été menée exactement comme un siège. A l'avant-garde de cette opération se trouvaient les nationalistes slovaques qui s'appuyaient sur les sentiments antitchèques des vieux intellectuels bourgeois et des jeunes intellectuels révisionnistes, des étudiants

et des voyous qui ont constitué la masse des manifestants.

« Le groupe de Novotny et ses patrons du Kremlin leur opposèrent la police, mais sans succès. Alors Novotny, se rendant compte que la corde se resserrait de plus en plus autour de son cou, fit venir des tanks à Prague, imitant en cela Khrouchtchev qui avait fait encercler le Kremlin pour sauver sa peau, comme on s'en souvient. Mais la même manœuvre n'a pas réussi cette fois-ci et Novotny a perdu la partie, et peut-être sa tête.

« Désireux de cacher son jeu final, le groupe Dubcek recourt à des mesures soi-disant légales pour liquider la clique de Novotny. Il s'est assuré l'appui de l'armée grâce à des cadres dévoués, il a organisé la fuite d'un certain général pour discréditer Novotny ainsi que le Ministre de la Défense Lomsky, puis il a mis en branle le « Parti » pour que pétitions, réunions et manifestations d'étudiants et autres exigent la destitution ou la démission immédiate de Novotny. Toute cette opération s'est réalisée très rapidement, sans bruit, et sans coup d'éclat sous les applaudissements frénétiques du capitalisme mondial au sein duquel est retourné une chèvre galeuse.

« Que feront les Soviétiques ? Rien, sinon de prendre chez eux Novotny, au cas où on le leur laisse, afin de compléter leur collection en lui offrant une villa voisine de celle de Rakosi ».

Sur cette incapacité des Soviétiques à empêcher l'évolution des événements dans un sens pour eux défavorable, l'auteur de l'étude énonce ce jugement, auquel il est permis de souscrire, au moins pour l'essentiel.

« Les révisionnistes soviétiques ont perdu toute autorité politique en Tchécoslovaquie et leur influence a pris le dessous. Lorsqu'on sait qui sont les révisionnistes soviétiques et quelles sont leurs méthodes, on ne peut douter qu'ils aient exercé de fortes pressions pour éviter leur débâcle en Tchécoslovaquie, mais on doit constater qu'ils n'ont pas réussi, ce qui permet de penser que la clique de Dubcek est décidée à marcher dans sa propre voie, vers la séparation. Elle a la garantie de l'Occident. Les Soviétiques exerceront des pressions économiques, ils ne livreront pas les matières premières dont la Tchécoslovaquie a besoin, mais il est certain que les Tchécoslovaques ont déjà envisagé cette éventualité et qu'ils ont pris et prendront ultérieurement des mesures adéquates. Les intérêts du capitalisme mondial en Europe centrale sont évidents et la Tchécoslovaquie constituera leur épice ».

Et plus loin :

« Les révisionnistes soviétiques sont complètement paralysés, il ne leur reste qu'une seule arme : celle des pressions économiques. Mais il est clair que celles-ci resteront inefficaces. Le capitalisme a grand intérêt à financer et aider ceux qui se détachent de l'Union soviétique et marchent vers l'Occident. Il dispose de capitaux d'investissement, il cherche de nouveaux marchés, de nouvelles colonies, de nouveaux satellites.

« Ainsi donc, les jeunes capitalistes révisionnistes qui n'ont pas beaucoup profité des prétendues aides « internationalistes » des révisionnistes soviétiques changent d'autobus.

« Cette grande défaite soviétique se distingue dans l'embarras où se trouvent les dirigeants de Moscou. La censure soviétique y censure sévèrement les nouvelles en question. C'est là la preuve qu'ils craignent leur propre peuple, les révolutionnaires, et aussi les jeunes révisionnistes. En effet ces derniers, infectés par la maladie tchécoslovaque, pourraient s'en prendre à leur

tour publiquement à la vieille clique révisionniste, tenter de la renverser et de la remplacer. Dans une telle éventualité il n'est pas douteux que le tandem Kossyguine-Brejnev agirait comme le fait actuellement le clan de Gomulka en Pologne » (1).

★★

On aurait certainement tort d'accepter telle quelle l'interprétation proposée par les communistes albanais. En particulier, ils exagèrent la part de volonté consciente des nouveaux dirigeants tchécoslovaques dans l'évolution des événements : il se peut que leur entreprise crée les conditions objectives d'un retour à un certain libéralisme économique, mais rien ne permet de dire que telles soient, *subjectivement*, leurs intentions. On peut toutefois retenir ce qui est dit, sous une forme volontairement blessante, des deux générations de révisionnistes, les « vieilles rosses » et les « jeunes chevaux », ainsi que de l'incapacité des dirigeants soviétiques à imposer leur volonté.

### LE POINT DE VUE DES STALINIENS TCHECOSLOVAQUES

On trouve une analyse plus poussée de l'influence des nouvelles couches sur l'évolution politique en Tchécoslovaquie dans une très curieuse déclaration qu'ont publiée le 22 mars 1968 dans *Mlady Svet*, l'hebdomadaire de la jeunesse Tchécoslovaque (vol. X., n° 12) deux rédacteurs de ce journal, A. Jelinek et J. Pacovsky.

La rédaction avait reçu une lettre signée par cinq communistes, membres du parti communiste depuis les années d'avant-guerre, habitant à Prague, 8°. Les deux journalistes ci-dessus nommés rendirent visite à l'un d'eux. A son avis, ces questions ne devaient être discutées qu'au sein du parti. Il leur communiqua cependant un document (la valeur de trois pages de journal) qu'il avait rédigé avec ses amis et qu'ils avaient fait circuler dans les usines et adressé à certains fonctionnaires du parti. C'est de ce docu-

(1) Sur les événements de Pologne, voici ce qu'écrivit l'auteur de la même étude :

« Un processus identique à celui de la Tchécoslovaquie a débuté en Pologne mais, pour le moment, ses résultats sont différents. Le clan de Gomulka parvient à l'entraver, ce qui ne signifie pas que le dirigeant polonais soit plus intelligent que Novotny, mais traduit simplement l'existence de circonstances différentes en Pologne. La tactique employée par Gomulka n'en est que plus subtile.

« La différence entre la Tchécoslovaquie et la Pologne réside dans le fait que le second de ces pays n'est pas constitué par deux peuples comme le premier. C'est pourquoi le facteur nationaliste chauvin qui a pu servir en Tchécoslovaquie n'existe pas en Pologne. Gomulka a réussi avec l'appui de sa police là où Novotny a échoué. De surplu il a pu désigner une « tête de Turc » pour la désigner à la violence, il l'a trouvée dans le « stonisme ». Il a soigneusement évité d'agir de même à l'égard de l'Eglise, parce qu'il redoute que la révolte ne gagne en ampleur et prenne des proportions inégales. Aussi a-t-il tenu l'Eglise à l'écart et le fait est que l'Eglise elle-même ne s'est pas manifestée contrairement à son habitude. Il semble qu'il y ait là un tacite accord entre l'Eglise et Gomulka jusqu'à ce que la tempête présente soit passée. D'autre part, le dirigeant révisionniste polonais, bien qu'antisoviétique enragé, s'est défendu en cette circonstance en s'appuyant sur les révisionnistes soviétiques, parce qu'il craignait qu'en fin de compte ceux-ci n'osent intervenir soit disant pour « sauver la Pologne » s'ils se rendaient compte que leurs positions étaient définitivement perdues dans ce pays. Ils auraient pu à ce moment invoquer par exemple la nécessité de maintenir un libre accès pour venir en « aide » éventuellement à l'Allemagne orientale ».

ment que *Mlady Svet* a publié les extraits dont nous donnons la traduction.

Ce document porte sept signatures. Trois des signataires sont des membres fondateurs du parti. C'est le cas de celui que les deux rédacteurs de *Mlady Svet* ont été voir : il appartient jadis au parti social-démocrate et entra au P.C. tchèque dès sa fondation.

D'origine ouvrière, mais fonctionnaire du parti social-démocrate avant de l'être du P.C., il travaillait avant 1939 au journal du parti, *Rudé Pravo*. Il fut interné durant la guerre dans un camp de concentration. Il entra après 1945 dans l'appareil du comité central.

L'un des quatre autres signataires est entré au P.C. en 1926, les trois derniers entre 1935 et la guerre. Tous ont participé toute leur vie au mouvement ouvrier, ce qui leur a valu toutes sortes de distinctions honorifiques. Tous sont maintenant retraités.

Selon ces vieux communistes (qui ont traversé sans à-coup semble-t-il la période stalinienne) un premier assaut aurait été mené contre le régime au début des années 1950, mais il aurait été alors repoussé (Est-ce une allusion à Slansky et au complot titiste qu'on lui reprocha ?). Après 1956, la réaction a repris ses manœuvres, et, pendant dix ans, elle a préparé la situation qui éclate aujourd'hui. Elle a conquis peu à peu des positions solides dans l'appareil du parti, à l'École supérieure du P.C., au *Rudé Pravo*, à l'Institut d'Histoire du P.C. Elle a contribué plus que n'importe qui à la paralysie du parti, à sa sclérose : elle le faisait de façon systématique et à des fins bien précises : aujourd'hui, elle prétend qu'elle se met à la tête du mouvement de renaissance que la situation qu'elle a créée a rendu nécessaire, mais c'est pour achever de « liquider les conquêtes de février 1948 ».

C'est ainsi que les deux rédacteurs de l'organe de la jeunesse résumant la thèse centrale du document. Ils terminent en ajoutant qu'ils croient de leur devoir de faire connaître cette opinion au public, bien qu'il soit clair, disent-ils, « que si cette thèse devait l'emporter, elle serait pendant très, très longtemps la seule à avoir le droit d'être exprimée ».

Voici les passages que publie *Mlady Svet* de ce document.

★★

« Un des plus grands coups que la réaction ait porté dans le passé a été l'abolition de la section des cadres (2). Ce fut le signal de l'éviction des communistes d'avant-guerre appartenant aux cadres ouvriers de toutes les positions importantes au sein du Parti.

« On avait laissé entrer à l'Université, surtout aux facultés des lettres, de droit et d'économie politique, des descendants d'industriels, d'avocats, d'artisans et de social-fascistes ennemis du parti communiste, de tout socialisme et de l'U.R.S.S. Tous étaient évidemment admis dans le parti comme membres : ils n'étaient plus, comme d'autres après 1946, des citoyens qui collaboraient avec le Parti. Ils étaient dans le Parti lui-

(2) Aussi invraisemblable qu'elle paraisse, il faut bien admettre cette information, car le texte est formel. On ne sait à quelle date se place cette suppression.

même, au sein duquel ils constituèrent une cinquième colonne. Beaucoup de ces docteurs, ingénieurs et professeurs « vite-faits » n'auraient pas réussi dans des conditions normales à passer même le baccalauréat.

« L'exemple frappant de cette invasion a été la nomination de Vilém Novy comme recteur de l'Ecole supérieure du Parti. C'est par l'intermédiaire de cette école que furent acheminés désormais les cadres dans l'appareil du Parti, au *Rudé Pravo*, à la radio-diffusion et la télévision, partout où, auparavant, le Parti exerçait le rôle dirigeant.

« Qui a suivi chez nous l'évolution durant ces dix dernières années en est nécessairement venu à la conclusion que nous nous trouvions en présence d'un nouveau putsch de la réaction, mais une réaction qui se présentait sous une autre forme, la carte du Parti dans la poche et solidement établie dans des positions importantes.

« Depuis plusieurs années déjà nous dénonçons l'activité de la clique révisionniste et liquidatrice dans l'appareil du Parti, au « *Rudé Pravo* », à l'Ecole supérieure du Parti, dans l'Institut d'histoire du P.C. tch. dans la radio-diffusion et télévision. « *Rudé Pravo* » a toujours refusé de publier nos articles et personne n'a répondu à nos lettres adressées aux camarades responsables.

« Il est écrit dans la résolution du dernier plénum du Comité Central : « Le plénum souligne le rôle important, dans l'évolution de notre société, de la classe ouvrière ». Cette phrase figure toujours automatiquement dans toutes les déclarations du Comité Central et du Congrès. Mais est-ce vrai ? Comment et où ? Evidemment, personne de ceux qui ont préparé la résolution ne peut répondre. Nous avons écrit la vérité au camarade Novotny il y a deux ans — « Il est triste, écrivions-nous, que seul le camarade Novotny, comme Président, souligne toujours dans ses discours, le rôle important de la classe ouvrière et du Parti. A part le camarade Novotny, aucun des secrétaires et des membres du Présidium n'ose faire la même chose ».

« Depuis plus de dix ans des bourgeois socialistes mènent par tous les moyens une campagne grossière et incessante contre les cadres communistes ouvriers et contre le rôle important de la classe ouvrière. Tandis que l'intelligentsia des techniciens et des agriculteurs, en collaboration avec des ouvriers, crée des valeurs, reste anonyme et modeste, certains écrivains, artistes, metteurs en scène et autres nous décrivent les ouvriers avec vulgarité et impertinence, comme seuls peuvent le faire des bourgeois réactionnaires. Ils les décrivent comme si les ouvriers étaient malhonnêtes et stupides, comme des déséquilibrés, des tricheurs, etc...

« Ils se sont organisés en classe et ils mènent depuis dix ans déjà une lutte serrée contre la classe ouvrière et contre l'intelligentsia progressiste, en dépit des affirmations de Hendrych concernant des contradictions non-antagonistes, et ils liquident tout ce que la classe ouvrière avait gagné pendant des générations au prix de lourds sacrifices. Et, répétons-le, personne de nous n'a ni entendu ni lu qu'un secrétaire du Comité Central — à part le camarade Novotny — se soit opposé à ces monstruosité.

« Il n'y a pas une seule résolution du Comité Central dans laquelle on n'ait pas affirmé l'unité du Parti. Seulement, l'unité d'un parti politique ne peut se faire que sur la base d'une unité idéologique absolue. Les responsables de ce marasme idéologique qui règne dans le Parti depuis des années déjà, sont les camarades Dolansky et Hendrych, qui remplissent les fonctions d'idéologues du Parti sans arrêt depuis

vingt-trois ans. C'est le résultat d'une action destructive de l'Ecole supérieure du Parti, de l'Institut d'Histoire du P.C. et du responsable du département idéologique du Parti, Ausperg. On pourrait en donner beaucoup de preuves. Bornons-nous à quelques exemples.

« Pendant la conférence « idéologique » de Liben à laquelle participaient 120 camarades, on n'a pas entendu un seul mot sur le marxisme-léninisme. On nous disait uniquement que l'idéologie marxiste avait freiné l'évolution. Le rapporteur, un admirateur fanatique des Etats-Unis, Kral, déclarait qu'on ne pourra jamais rattraper les capitalistes en ce qui concerne l'automatisation de la production. La cybernétique aux Etats-Unis a prouvé, dit-il, que le propriétaire de l'usine est désormais un personnage inutile. Les bolchéviques ont prouvé la même chose en Russie il y a 50 ans et sans cybernétique, mais M. le Professeur l'ignore.

« Goldstücker a raconté que de mauvaises relations s'étaient développées entre la classe ouvrière et l'intelligentsia au cours des dernières années. C'est une tricherie de plus. M. Goldstücker sait pertinemment qu'avant la guerre il existait non seulement des Fucik (3) mais aussi des Peroutka (4), qu'il n'y avait pas seulement des S.K. Neuman, mais aussi des Medek fascistes. Avec des Peroutka et des Medek, les représentants de la réaction, les communistes n'ont pas sympathisé ; ils se sont dressés contre eux dans une lutte de classe acharnée. Une partie de l'intelligentsia actuelle, représentée par les Mnacko et Goldstücker est constituée par les Peroutka et Medek d'aujourd'hui.

« On nous parle depuis longtemps de la période d'obscurantisme des années 50. Mais cet obscurantisme dure depuis les années 50 jusqu'à aujourd'hui. Toute cette période est dominée par des écrivains, poètes et artistes qui se mirent dans la perversité de l'Occident et du fascisme hitlérien. Et ils le prouvent même maintenant puisqu'ils ont élu à la tête de l'Association des écrivains tchèques et slovaques, un professeur-germaniste, Goldstücker, qui n'est pas un écrivain du tout et dont l'âme et le cœur appartiennent à l'Allemagne occidentale. Ils l'ont élu parce qu'il représente un pion de la réaction agressive.

« Au fond, de quoi s'agissait-il lors des sessions du Comité Central de décembre et de janvier ? Cela apparaît très clairement aujourd'hui. C'est la prétendue théorie de « l'élite » : chacun de nous se souvient que, aux yeux d'un communiste, quand on parlait de « l'élite », c'était toujours pour rire et pour mépriser. C'étaient les Preiss, Petschek, Bata (= des industriels d'avant-guerre), Beran (= membre du gouvernement du « Protectorat » pendant la guerre), Goering, Himmler, Heydrich et leurs pareils. Or l'élite est acclamée avec fracas par un groupe d'intellectuels en tête duquel se trouvent certains écrivains, rédacteurs en chef et professeurs. La théorie de cette élite est la suivante : il existe une élite du pouvoir et une élite d'influence. Le P.C. constitue une élite du pouvoir, mais pas d'influence, les écrivains, journalistes et artistes forment une élite d'influence mais ils ne possèdent pas le pouvoir. Et ce qui était précisément en question le 3 janvier, au Comité Central, c'était que l'élite de l'influence, c'est-à-dire la bourgeoisie et la néo-bourgeoisie, obtint également le pouvoir. Pour que notre réaction devint non seulement l'élite d'influence, mais aussi l'élite du pouvoir, elle a eu besoin de régner dans le Parti. Et ceci elle l'a réussi avec l'aide

(3) Poète, héros de la résistance.

(4) Rédacteur en chef du quotidien *Lidave Noviny*.

de la session du 3 janvier dont c'est le *seul* résultat qui compte. Tout le reste n'est que manœuvre pour cacher le reste, comme nous pouvons le constater tous les jours en lisant et en écoutant les nouvelles.

« Dans les démocraties populaires, notre parti était le seul avec celui de la République démocratique allemande, qui n'avait pas permis qu'on crache sur la mémoire de l'ancien Président du Parti. Nous étions le seul parti qui n'avait pas réhabilité tous les condamnés des années 50, le seul parti qui ne s'était pas métamorphosé en parti réformiste après le 20<sup>e</sup> Congrès. C'est aussi une des raisons qui a entraîné le changement du secrétaire. Le camarade Novotny — à la fois comme premier secrétaire et comme président — s'adressait à l'opinion en toute franchise, comme le montrent ces quelques phrases de son discours prononcé à l'occasion de la promotion des officiers de l'année passée. Il avait dit entre autres : « Si je parle de la défense du pays, je ne pense pas seulement à la défense militaire. Dans la situation internationale actuelle il s'agit d'un second front, de la lutte idéologique. C'est un front très vaste où l'on emploie toutes les méthodes pour influencer la pensée des hommes. Nous ne pouvons pas négliger et nous ne négligerons pas la conduite d'une certaine partie de la jeunesse et des adultes. Ces gens qui copient les modes d'Occident déclarent le faire au nom de la démocratie et de la liberté de la personne. Il n'y a pas et ne peut pas y avoir de place dans nos écoles pour ceux qui ne nous donnent pas des garanties par leurs pensées et leurs actes. Il est nécessaire de dire à l'adresse de certains pédagogues, journalistes, écrivains et autres qui ont la responsabilité de l'éducation et de la culture de l'homme, qu'ils doivent réfléchir à leur travail et se demander s'il correspond aux intérêts de la société socialiste ».

Le camarade Novotny parlait toujours comme ça. Avez-vous jamais entendu un autre secrétaire ou membre du Présidium du Comité Central s'exprimer de la même façon ? Jamais. Est-ce que le Comité Central s'est jamais conformé à ces directives très justes ? Jamais.

Le levier de commande de la session du Comité Central de janvier, ce fut la fraction exis-

tante depuis longtemps au sein du Parti ; elle se réunit à l'Institut d'Histoire du P.C. Ce sont Goldstücker, Kriegel, Smrkovsky, Svermovafi Slanska, Hajek-Karpeles, Josef Pavel, etc. Ils ont élu comme directeur de l'Institut Pavel Reiman. Cette fraction a usurpé la majorité au présidium du Comité Central du P.C. ; elle dirige tout, y compris les membres du Comité Central du Parti, elle commande et ordonne, elle parle tous les jours à la TV et à la radio, elle publie les articles qui sont destinés à tromper les honnêtes membres du Parti.

Et ces destructeurs du Parti ont la bouche pleine de l'unité. O. Svestka publiait dans « *Rudé Pravo* » un article sous le titre « L'unité dont nous avons besoin ». Oui, ils ne sont pas contents de l'unité seule, mais ils veulent *l'unité dont nous avons besoin*, c'est-à-dire l'unité des maîtres qui avait amené la nation vers la bataille de Bila Hora (en 1670) et plus tard vers Munich.

Nous nous sommes réunis dernièrement pour célébrer le 20<sup>e</sup> anniversaire de février 1948 ; nous devons nous rendre compte que février 1968 est le contraire de février 1948. Même s'il s'agit d'une lutte entre les différents groupes au Comité Central, le plus important reste le fait que le 3 janvier des éléments bourgeois et néo-bourgeois ont accompli un putsch au sein du Parti.

« Sur le plan intérieur et sur le plan international beaucoup d'événements nous attendent et il dépend de chacun de nous que nous ne nous laissions pas surprendre, que nous sachions toujours de quoi il s'agit et où est notre place. Ne vous laissez pas tromper par des articles et des discours démagogiques, jugez les gens sur leurs actes. Vous les connaissez aujourd'hui. Demandez partout l'explication, adressez des lettres en écrivant ce que vous pensez d'eux. Suivez la presse, réfléchissez et pensez à ce que vous voyez autour de vous. Discutez dans les réunions et critiquez. Vous en avez le droit, comme chaque membre du Parti, garanti par le règlement, et comme membres d'avant-guerre, vous en avez même l'obligation.

« Dehors, les destructeurs de l'unité du Parti !

« Dehors, les carriéristes, les liquidateurs bourgeois et les agents impérialistes !

« Vive le Parti Communiste Tchécoslovaque ! ».

## Tchécoslovaquie : une économie en ruines

LES dernières années de l'évolution économique en Tchécoslovaquie sont caractérisées par le fait que les réformes décidées au début de 1965 font l'objet de commentaires approbateurs, alors que la plupart d'entre elles restent lettre morte et que l'économie s'enlise de plus en plus dans la stagnation. Les économistes partisans du cours nouveau ne cessent de tracer des perspectives prometteuses et d'insister sur la nécessité de prévoir théoriquement et pratiquement les étapes de rénovation, tout en analysant les tares passées — et présentes — auxquelles il importe de mettre un terme. Cependant, le sabotage du cours nouveau par les hommes en place aggrave les difficultés et paralyse de plus en plus le fonctionnement de l'économie.

Ces difficultés sont telles, tellement criantes, que les économistes n'ont plus besoin d'user des circonlocutions que devait s'imposer en

et d'une « relative insuffisance de ressources d'accumulation ». Il en résulte « l'inefficience, Russie le professeur Liberman qui, au début, n'avancait qu'à pas feutrés, et c'est dans l'organe théorique et politique du Comité central du P.C. tchèque, *Nová Mysl* (Pensée nouvelle) que s'expriment ouvertement les critiques. Dans le numéro 10 (juin 1967) de cet organe, on trouve un article de l'économiste Georges Slàma intitulé : « *Voies vers le marché des acheteurs* ».

Le problème central est, selon cet auteur, de créer un « marché socialiste développé » où l'abondance enfin revenue permette aux acheteurs de dicter leur loi, alors que dans l'actuelle situation de pénurie, ce sont les vendeurs qui tiennent le haut du pavé. Pour commencer, il caractérise la situation présente, et le tableau qu'il brosse est plutôt sombre.

L'économie tchécoslovaque souffre d'un « épuisement des sources de main d'œuvre »

voire en fin de compte l'impossibilité du développement extensif » qui fut jusqu'alors la caractéristique de l'économie. On a dirigé celle-ci sans se soucier de l'efficacité, on a accumulé un potentiel productif en grande partie inutilisé, on a eu recours à une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse et, partant, de moins en moins qualifiée, ce qui s'est répercuté finalement sur le commerce extérieur.

Il en est résulté un déséquilibre toujours plus sensible entre l'offre et la demande, la première retardant de plus en plus sur la seconde, ce qui se comprend puisque la main-d'œuvre sans cesse croissante avec des salaires qui augmentent en proportion, se trouvait en face d'une masse de marchandises qui augmentait moins vite. Ce déséquilibre est imputable à la « déformation macrostructurale » (1), qui crée de colossales réserves ne pouvant être utilisées qu'à longue échéance, mais ne servant pratiquement à rien dans l'immédiat.

Cette situation aboutit « à de fortes tendances inflationnistes dans toutes les sphères de l'économie » [c'est nous qui soulignons. — L. L.].

Les autorités centrales n'ont réagi jusqu'ici contre ces tendances que de manière inefficace et superficielle, en ajoutant, pour les voiler, aux déséquilibres existants des déséquilibres moins visibles, mais qui ont déformé encore davantage la structure de l'offre et, dans certains cas, donné l'impression d'un relèvement fictif du niveau d'existence et du bien-être de la société, ce qui a bien souvent abouti à des pertes pour l'économie et à la diminution des rentrées budgétaires. En d'autres termes, on a déplacé le problème au lieu de le résoudre. On voit que Slàma ne mâche pas ses mots.

\*\*\*

Dans un autre numéro de la même revue (n° 8, 18 avril 1967), le chef de file des réformateurs, Ota Sik, s'exprime avec la même clarté. Il s'en prend directement — sans les nommer — aux partisans de Novotny : comme les réformes déjà réalisées n'ont pas encore donné les résultats espérés, « certaines gens voudraient retourner à une répartition dirigiste au lieu de s'employer à supprimer ce déséquilibre [entre l'offre et la demande] le plus tôt possible ».

M. Ota Sik constate les faits et il indique les causes. Le système de planification et de direction administratives, dit-il, a abouti à une expansion unilatéralement extensive et au freinage du développement des sources de croissance technologiques qualitativement bonnes. La conséquence en fut un croissant déséquilibre structural et général entre l'offre et la demande, une consommation inutile de moyens de production et une production croissante pour l'amour de la production. Sous la pression de la planification administrative, la demande globale s'accrût plus vite que l'offre et le marché des vendeurs finit par devenir un marché de monopole. M. Sik dit en toutes let-

tres : « Les acheteurs devinrent entièrement dépendants des fournisseurs ». Et nous ajouterons pour notre part que ce fut le cas une dizaine d'années après la fin de la guerre, lorsque partout dans le monde dit capitaliste, les consommateurs jouissaient depuis longtemps de l'abondance ! Et cette situation dure jusqu'à aujourd'hui.

Les relations de marché furent remplacées par l'attribution prioritaire des marchandises rares, et qui restaient rares en permanence (surtout les moyens de production). D'autre part, on s'efforça de créer un équilibre fictif et partiel en fixant les prix administrativement sans rapport avec l'évolution des coûts. D'où un « équilibre artificiel », générateur de disproportions partielles et de goulots d'étranglement, ce qui augmenta encore la demande insatisfaite.

D'une part, on payait des salaires pour la fabrication de produits qui, ou bien ne se vendaient pas du tout, ou bien à perte (surtout à l'étranger). D'autre part, on ne fabriquait pas assez de marchandises pour honorer la masse croissante des salaires. Aussi se vit-on obligé de freiner la montée des salaires.

En outre, le bon marché de la main-d'œuvre encourageait les entreprises à ne pas rechercher un accroissement de la productivité et à persévérer dans l'expansion purement extensive de la production. D'une part, on attribuait aux entreprises des fonds croissants pour leurs investissements ; d'autre part, les moyens de production correspondant à ces fonds n'étaient pas produits en temps voulu, ce qui immobilisait du pouvoir d'achat.

M. Sik consacre des réflexions pertinentes au fait qu'une partie du profit des entreprises est prélevée par l'État, qui les redistribue sous forme de subventions budgétaires à l'économie. Il estime que ces dotations devraient être sensiblement réduites. Les sommes énormes consacrées aux investissements sont d'un rendement dérisoire : la part des investissements bruts dans le revenu national brut est montée de 18,6 % en 1950 à 28,8 % en 1966, sans que ni l'économie ni la population n'en aient profité. La part des investissements industriels dans le total des investissements est en Tchécoslovaquie de 44,7 %, contre 35,9 % en Angleterre, 35,6 % en France, 34,1 % en Hollande, 30,3 % en Suède et 27,1 % aux États-Unis ; même en U.R.S.S. elle n'est que de 36,9 % !

L'auteur se prononce, afin de rationaliser les investissements et de les adapter aux besoins du pays, pour une limitation des investissements dans l'industrie extractive et dans l'industrie lourde, dans certaines branches de la construction mécanique et dans les centrales électriques. C'est donc une déclaration de guerre à la célèbre « priorité de l'industrie lourde », chère à M. Novotny et à ses maîtres du Kremlin.

La pression du marché conduirait, selon M. Ota Sik, à un assainissement général de l'économie. Là où les déficits ne pourront être supprimés par l'amélioration de la technique et de l'organisation, M. Sik recommande la fermeture des entreprises. Il n'est pas le seul à penser ainsi. Voici ce que l'on lit sous la plume d'un autre économiste de l'équipe des no-

(1) Les économistes tchèques parlent de « macrostructure » pour désigner la planification centrale et de « microstructure » lorsqu'il s'agit de l'échelon des entreprises.

vateurs, Eugène Lœbl (*Kulturny Zivot*, Bratislava, 20 juin 1967) :

« Par autonomie des entreprises, il ne faut pas seulement entendre le droit de la direction de prendre des décisions indépendantes ou le fait que le bénéfice net reste propriété de l'entreprise, mais encore et plus particulièrement le fait que l'entreprise doit faire face à ses pertes. Il ne saurait être question d'autonomie si les entreprises sont assurées que quelqu'un d'autre couvrira leurs déficits. Le danger que l'entreprise ne cesse d'exister (2) est tout autant un attribut de son indépendance que son droit de disposer de son bénéfice net et de jouir d'une direction autonome. »

★★

De telles perspectives n'ont évidemment rien d'alléchant pour les salariés qui risquent d'être victimes de l'assainissement, et l'on comprend que Novotny ait trouvé un certain appui, non seulement parmi les « apparatchiki » en place, mais encore dans une partie de la classe ouvrière. Bien des gens préfèrent la stabilité dans la médiocrité aux risques d'une ascension parfois heurtée. Mais l'économie tchécoslovaque en ruines en était arrivée à un point où elle ne pouvait même plus garantir leur présente médiocrité aux travailleurs et où la poursuite de la politique irrationnelle et dispendieuse de planification centralisée comportait plus de risques encore et une baisse du niveau de vie par-dessus le marché.

Les nouveaux dirigeants se trouvent ainsi devant des problèmes on ne peut plus arides et dont la solution prendra du temps. En précipitant les choses, ils risqueraient de susciter des oppositions qui ne pourraient que porter de l'eau au moulin des « ci-devant », qui — nous en sommes certain — sont encore loin d'avoir désarmé. Il n'y a d'ailleurs pas que la réforme de l'entreprise qui est à l'ordre du jour. La question des subventions, soulevée par O. Sik et par G. Slàma, conduit directement à celle de la remise en ordre des prix.

Si l'on veut faire de la concurrence l'arbitre suprême de la rentabilité — il n'en est d'ailleurs pas d'autres, et telles sont aussi les intentions des réformateurs — il faut établir un barème des prix normal qui ne soit plus faussé par des interventions centrales. La concurrence est impossible si les produits de certaines branches peuvent se vendre normalement, et pas exceptionnellement, au-dessous de leur prix de revient parce que les dotations budgétaires couvrent des déficits « planifiés », et si les produits d'autres branches se vendent à des prix anormalement surélevés parce que l'impôt sur le chiffre d'affaires doit rapporter à l'État de quoi financer les branches déficitaires.

Le nouveau cours tchécoslovaque semble, quant à la réforme des prix, en retard à la fois sur la réforme de la gestion des entreprises et sur ce qui s'est accompli en U.R.S.S. depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Les immenses difficultés

(2) La même question a suscité en U.R.S.S. des controverses entre le professeur A. Birman et deux autres économistes soviétiques, Kamnitzer et Milner, au début de 1967 dans la *Litèratournaja Gazeta*. Cf. *Est et Ouest*, n° 386, (16-30 juin 1967).

auxquelles se heurte cette remise en ordre des prix sont connues. Nous les avons indiquées ici-même (n° 376) en ce qui concerne l'U.R.S.S., et elles ne seront pas moindres en Tchécoslovaquie (3). Les nouveaux dirigeants se trouveront pendant longtemps encore sur la corde raide, alors que leurs adversaires guetteront la moindre de leurs défaillances.

★

L'économie tchécoslovaque est en ruines, et ce n'est pas un hasard si la nouvelle équipe parle de plus en plus de liberté et de démocratie, car la démocratie est un facteur économique sans égal. La tâche gigantesque que les successeurs du clan Novotny ont à accomplir ne saurait se passer de la démocratie.

On aurait cependant tort, en Occident, de prêter aux nouveaux dirigeants des intentions qu'ils n'ont pas et d'interpréter leurs déclarations dans le sens que nous autres attachons à ce terme. *Leur vocabulaire n'est pas le nôtre.*

Dubcek et ses coéquipiers sont des communistes élevés et formés à l'école communiste. Leur âge, relativement jeune, les a préservés de tremper dans les crimes staliniens ou de les approuver bruyamment. Cependant, Dubcek lui-même a passé toute sa scolarité en U.R.S.S., et l'on peut légitimement supposer qu'il maîtrise le russe mieux que le slovaque, qu'il ne parlait qu'avec ses parents. L'école russe l'a imprégné de l'idéologie officielle dès son adolescence. Qu'il ait résolu de se mettre à la tête des novateurs alors qu'il traînait le poids de tous les dogmes reçus est un incontestable mérite. Mais on ne saurait lui demander de concevoir les mots « socialisme démocratique » au sens qu'ils ont dans le monde libre. Les sociaux-démocrates tchèques ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : alors que les socialistes nationaux (le parti de Bénès) et les chrétiens ont déjà réclamé leur résurrection comme partis indépendants, les sociaux-démocrates ne bougent guère, bien que des ouvriers, dans des réunions syndicales, aient déjà demandé la renaissance de la social-démocratie. Ils sentent bien que leur heure n'est pas encore venue.

On a l'impression que la démocratie telle que la conçoivent les nouveaux dirigeants communistes s'apparente quelque peu au régime que connut la Russie à l'époque de la N.E.P. et qui admettait la liberté de la discussion au sein du P.C. et dans le cadre de la doctrine officielle. C'est pendant cette période que Trotski, secondé un peu plus tard par Zinoviev et Kamenev, mena sa campagne pour la démocratisation des syndicats et des soviets, tout en approuvant Boukharine et Tomski qui estimaient que le P.C. devait seul détenir le pouvoir et que la place de tous les autres partis était en prison.

Sur un seul point, la situation actuelle en Tchécoslovaquie est meilleure : la presse est infiniment plus libre que la presse russe d'alors. Mais on peut redouter que ce printemps sans censure ne soit de brève durée.

LUCIEN LAURAT.

(3) La modification des prix de gros intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 1967 est bien moins radicale que celle créée en U.R.S.S.



# L'économie yougoslave et ses problèmes

La situation de l'économie yougoslave n'est pas encourageante. Les hommes politiques et les économistes yougoslaves le reconnaissent ouvertement. Le cas de l'économie yougoslave montre l'extrême difficulté qu'il y a à trouver empiriquement, par des demi-mesures, un moyen terme entre la planification centralisée et le marché libre. Tout cela a donné une économie mixte qui fait apparaître les vices plutôt que les vertus des deux systèmes économiques opposés. Les dirigeants communistes yougoslaves qui n'oublient jamais leur passé révolutionnaire ont affirmé en 1965 qu'ils lançaient une nouvelle révolution, pacifique cette fois. La position officielle est que les réformes économiques annoncées le 24 juillet 1965 constituent un jalon « révolutionnaire », et il y a dans cette affirmation une bonne dose de vérité. Si les réformes de juillet 1965 sont intégralement mises en vigueur, elles apporteront des changements dans presque tous les domaines de la vie du pays (1).

Il est cependant à noter que l'expérience en cours est la cinquième réforme économique radicale depuis la rupture soviéto-yougoslave de juin 1948 (2), sans parler de toute une série de mesures moindres. Les « révolutions » économiques d'en haut n'ont donc rien de nouveau dans les vingt ans d'expérience de la Yougoslavie. La première réforme radicale qui introduisit en 1950 le système d'autogestion ouvrière aujourd'hui fameux était avant tout le résultat des pressions extérieures créées par le blocus économique et politique de la Yougoslavie par le camp soviétique. La plupart des autres mesures prises depuis, y compris les deux dernières grandes réformes de 1961 et 1965, sont en un sens la conséquence logique de la première expérience, découlant du degré de succès de celle-ci et des pressions et problèmes intérieurs créés par elle.

Le programme de réforme économique de 1961 était dicté par des considérations internationales et intérieures ; sur le plan international, le régime devait améliorer la situation des changes et du commerce yougoslaves, ce qui nécessitait un ajustement du système économique à l'économie mondiale ; sur le plan intérieur, pour citer une autorité en matière d'économie, « le changement de la structure économique du pays (y compris un taux annuel moyen de 13 pour cent de croissance économique), le dynamisme inhérent aux forces de concurrence libérées par l'expérience de 1950 et la distorsion néfaste résultant des... survivances de la planification trop centralisée du type soviétique, tout cela s'allia pour rendre inévitable une extension de l'autonomie ouvrière et

locale et une refonte des systèmes des prix et des salaires » (3). Quoique la réforme de 1961 fût présentée comme un prolongement logique des précédents efforts de décentralisation, on reconnaissait officiellement la nécessité d'apporter des changements sociaux et politiques fondamentaux, d'introduire des « formes qualitativement nouvelles de la vie politique » pour s'adapter à la situation économique (4).

## LES REFORMES ECONOMIQUES RADICALES DE 1961

En 1961, une série de mesures radicales éloignèrent la Yougoslavie de la planification centralisée et la rapprochèrent d'un système économique plus libéral, notamment en ce qui concerne le commerce. Brièvement esquissées, les réformes de 1961 comportaient quatre innovations majeures :

a) un nouveau système de distribution des revenus accordant plus de pouvoirs aux conseils ouvriers ;

b) un nouveau système des changes plus souple, y compris la dévaluation du dinar de 300 à 750 pour un dollar ;

c) un nouveau système des prix devant permettre une évolution plus libre sur le marché, quoique proscrivant les hausses « injustifiables » ;

d) un nouveau système bancaire et de crédit aux termes duquel les banques devaient « remplacer les autorités d'Etat dans le domaine des processus économiques » (5).

Les chances de réussite parurent d'abord bonnes — surtout si l'on tenait compte de l'importante aide occidentale que recevait la Yougoslavie (6). Pourtant un certain nombre de facteurs se combinèrent pour rendre les efforts de réforme en grande partie inefficaces. Le plus important de ces facteurs était la controverse entre différents groupes de la société — et en premier lieu dans le parti lui-même — sur le point de savoir dans quelle mesure et par quel moyen devait être abandonné le contrôle politique de l'introduction de changements dans l'économie nationale. Une lutte intense s'engagea entre les « libéraux » qui soutenaient le programme et les « conservateurs » hostiles à ses principes de base ; entre ces extrêmes, il

(3) Paul Landy, « Reform in Yugoslavia », *Problems of Communism*, novembre-décembre 1961, p. 24.

(4) Résolution du 2<sup>e</sup> plenum du comité fédéral de l'Alliance socialiste des travailleurs yougoslaves (A.S.T.Y.) publiée dans *Politika*, Belgrade, 21 mars 1961.

(5) Mijalko Todorovitch in *Borba*, 1<sup>er</sup> mars 1961.

(6) Selon un article de *Borba* du 28 décembre 1960, les prêts accordés à la Yougoslavie s'élevaient à cette date à 100 millions de dollars pour les Etats-Unis ; 75 millions pour le Fonds monétaire international ; et 100 millions pour les pays d'Europe occidentale réunis. En janvier 1961, le Fonds américain de prêts au développement approuva trois autres prêts au développement économique yougoslave d'un total de 27,7 millions, et en février 1961, la Banque mondiale accorda un nouveau prêt de 30 millions.

(1) Pour la situation économique en Yougoslavie avant juillet 1965, voir *Est & Ouest*, N° 337, 1<sup>er</sup>-15 mars 1965, « L'économie yougoslave au tournant », par Slobodan Stankovitch.

(2) Professeur Branko Horvat, directeur de l'Institut yougoslave de recherche économique à Belgrade, in *Vjesnik*, Zagreb, 23 février 1968.

y avait un large éventail d'opinions, de réserves et de craintes inspirées par différents aspects de la réforme (7). Il devint bientôt évident que les réformes ne pourraient être réalisées en totalité, et le 6 mai 1961, Tito prononça à Split un important discours qui, en fait, annonçait un retrait officiel du programme tel qu'il était mis en œuvre.

Dans son discours, Tito employa un langage d'une rudesse sans précédent pour expliquer les raisons de la « porcherie » économique yougoslave, selon son expression. Outre la profonde division politique sur la réforme elle-même, il évoqua de nombreuses difficultés, « l'apathie des ouvriers », les « explosions chauvines » dans différentes régions, l'attitude de ceux pour qui la décentralisation voulait dire que « chacun peut faire ce qu'il veut » et le nombre croissant de « crimes économiques ». Il rendit ensuite les communistes eux-mêmes responsables des échecs, déclarant qu'ils « ont perdu en quelque sorte leur rôle dirigeant » (8).

Les années suivantes, jusqu'à la mise en œuvre du programme de réformes de juillet 1965, la scène yougoslave fut marquée par la persistance de la controverse sur le cours à suivre qui donna lieu à une série de mesures expérimentales prises plutôt au hasard, et ne suffisant pas à résoudre les problèmes économiques croissants. Comme l'a dit une autorité en matière économique, le professeur Branko Horvat, quatre nouveaux « systèmes » économiques au moins ont été essayés entre 1961 et 1964, tous fondés sur une « évaluation superficielle » des problèmes, ce qui fit « se manifester d'innombrables difficultés qui nécessitèrent ensuite des contre-mesures » (9). Pendant que des commissions gouvernementales successives replâtraient la structure économique sans vraiment la changer, la situation de l'économie ne cessait de se dégrader. Il va de soi que la crise croissante était attribuée par les libéraux au fait que le programme de réformes de 1961 avait perdu toute son efficacité à force de compromis, et par les conservateurs au fait qu'il avait été mis en œuvre.

### SITUATION AVANT JUILLET 1965

Le tableau d'ensemble de l'économie yougoslave n'était nullement en ces années celui d'un échec total, mais les progrès réalisés posaient de nouveaux problèmes, de plus en plus critiques.

Selon une enquête de mai 1965 publiée par l'O.E.C.E. à Paris, « les années 1963 et 1964 ont été pour l'économie yougoslave une période de croissance exceptionnellement rapide ». Bien que cette enquête se fonde sur des statistiques officielles yougoslaves que certains Yougoslaves eux-mêmes ne considèrent pas comme entièrement dignes de confiance (10), elle présente

(7) Cf. Landy, op. cit., pp. 24-33.

(8) *Vjesnik*, Zagreb, 7 mai 1962.

(9) *Vjesnik*, 12 septembre 1964.

(10) On lisait dans l'hebdomadaire de Belgrade *Ekonomska politika* le 25 novembre 1967 : « Pour estimer exactement la situation économique, il faut jeter par-dessus bord les nombreuses erreurs statistiques et éviter les nombreux abîmes dans lesquels on ne peut pas ne pas tomber si on ne se sert que des données statistiques globales. »

un tableau assez exact — sinon tout à fait explicatif — de la situation économique du pays.

Le rapport constate :

« La production industrielle a augmenté de 19 pour cent en 1963 et de 16 pour cent en 1964, tandis que la production sociale totale augmentait de 14 pour cent en 1963 et de 12 pour cent en 1964, ce dernier chiffre étant affecté par le taux d'expansion plus bas de l'agriculture (4 pour cent en 1964 contre 10 pour cent en 1961). Mais si en 1963 la croissance de la production fut réalisée sans perturber sérieusement l'économie, en 1964 il y a eu une détérioration considérable de la balance du commerce extérieur et, plus important encore, de fortes pressions sur les prix et les revenus. Le coût de la vie augmenta de 12 pour cent, la vitesse croissante du mouvement de hausse étant particulièrement marquée au quatrième trimestre, tandis que les revenus personnels augmentaient de quelque 25 pour cent. » (11).

Précisons que la croissance économique à court terme ne fut réalisée en 1963 et 1964 que parce qu'on négligea plusieurs problèmes immédiats ou imminents relatifs à la croissance à long terme du produit national brut. Le problème fondamental de l'économie était la persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande qui — dans une situation où le contrôle des prix et des salaires avait été assoupli sans avoir encore trouvé une formule de rechange rationnelle — créait une inflation aux proportions galopantes. Les tendances inflationnistes, s'exprimant avant tout par une hausse des prix, résultaient en partie des fluctuations du taux de change et des « corrections » des prix imposées par l'Etat, mais elles étaient surtout dues à la situation inflationniste classique : trop d'argent à la recherche de marchandises trop rares.

La croissance de 1963-64 a d'autre part été réalisée en ajournant le remplacement du capital et, chose plus importante encore, en fermant les yeux sur le déséquilibre croissant du commerce extérieur. On importait des matières premières au fur et à mesure des besoins, sans s'occuper du déséquilibre des paiements. Les prix intérieurs montaient rapidement, il était plus avantageux de vendre sur place plutôt qu'exporter, ce qui aggravait encore le déficit commercial. La nécessité de rembourser les crédits internationaux était oubliée. D'autre part, l'endettement extérieur de la Yougoslavie était sérieux (en avril 1965, Kiro Gligorov, à l'époque ministre yougoslave des Finances, révéla à l'Assemblée nationale que les dettes extérieures remboursables dans les deux années à venir s'élevaient au total à 1.028 milliards de dollars).

Par suite du déséquilibre structurel entre production et consommation, le taux de croissance industrielle commença à baisser en 1964, tout en restant très élevé. Dans le même temps, l'agriculture stagnait et ne pouvait absorber la production industrielle dans les proportions nécessaires.

(11) Enquêtes économiques de l'O.E.C.E. : *République fédérale yougoslave*, Paris, mai 1965, p. 5.

Conséquence directe des politiques contradictoires, les entreprises manquaient aussi de fonds de roulement. Plus indépendantes, elles investissaient davantage dans le développement à long terme et moins dans la production courante : pour leurs fonds de roulement elles comptaient sur les banques. Mais la politique du gouvernement visait à restreindre les crédits à court terme pour obliger les entreprises à constituer elles-mêmes leurs fonds de roulement en augmentant la productivité du travail plutôt qu'en majorant les prix ou en comptant sur d'importantes subventions de l'Etat (12).

Enfin, aux pressions inflationnistes, à la détérioration de la balance du commerce extérieur, à la croissance de la dette extérieure et au conflit idéologique et des nationalités devaient s'ajouter une série de désastres naturels qui secouèrent la Yougoslavie : sécheresse, tremblement de terre et inondations.

C'est dans ces conditions que les réformes de juillet 1965 furent introduites comme une nécessité urgente. Poursuivant les tendances à la libéralisation qui remontent à 1950, et très semblables dans leurs grandes lignes au programme dont la réalisation avait été tentée en 1961, elles vont beaucoup plus loin que les précédents efforts dans le sens de la libération de l'économie.

### CHANGEMENTS RADICAUX VIEUX DE TROIS ANS

La voie avait été frayée aux réformes de juillet 1965, lors du VIII<sup>e</sup> congrès de la Ligue des communistes yougoslaves tenu du 7 au 13 décembre 1964 à Belgrade. Les principales faiblesses de l'économie y furent ouvertement reconnues, des correctifs proposés et adoptés. Une résolution votée par le congrès disait :

« *Les contrôles administratifs exercés par les facteurs politiques, les lourds prélèvements sur presque tous les fonds et les investissements inefficaces ont créé les perturbations et les déséquilibres bien connus dans notre développement économique et l'instabilité du marché, le tout ayant suscité le mécontentement des citoyens... Il est donc nécessaire d'assurer le libre jeu du marché et d'accélérer l'abolition de la régulation des prix par des mesures administratives...* » (13).

Comme les réformes de 1961, les mesures de 1965 comportent quatre points principaux visant à renforcer la « *base matérielle du système d'autogestion ouvrière* » et à accroître le contrôle direct des producteurs (groupes de gestion ouvrière d'usine) sur le processus de production et de distribution. Le principal objectif du programme était de permettre (ou, selon les adversaires d'imposer) aux entreprises de prévoir leur production en fonction des be-

soins du marché et non d'un plan central, tout en leur laissant une plus grande liberté financière. En effet, on cherche à retirer à l'Etat la responsabilité des décisions économiques. Le premier point de la réforme économique radicale a établi un nouveau système de distribution des revenus : les entreprises conservent désormais 71 pour cent de leur produit net, contre 51 pour cent précédemment. La part de l'Etat est tombée de 40 à 29 pour cent (14). Deuxièmement, la taxe sur le chiffre d'affaires prélevée par l'Etat ne s'appliquera plus qu'aux produits finis, limitant ainsi cette forme de taxation à un type de taxe sur les ventes et éliminant ce qui dans le passé était en fait une contribution indirecte payée par le fabricant. Troisièmement, le régime a commencé à réduire fortement les subventions aux entreprises de façon à ne laisser survivre que celles qui réalisent des profits. Les usines dites « *politiques* » qui n'ont pu continuer à fonctionner que grâce aux subventions de l'Etat sont condamnées à disparaître.

Quatrièmement, selon un nouveau système, les prix de nombreux biens doivent être déterminés sur le marché intérieur et extérieur en encourageant l'apparition d'un système de production « *ayant fait ses preuves sur le marché* ». La réforme est étroitement liée à la nécessité d'améliorer la situation commerciale et s'est accompagnée d'un nouvel ajustement du taux de change du dinar (de 750 à 1250 le dollar) et d'un abaissement des protections douanières : on comptait qu'ainsi le marché extérieur exercerait une influence sensible sur les prix intérieurs. En même temps le régime maintenait le contrôle des prix pour certains biens et services (surtout la production agricole) et promettait même pour ces articles une « *réglementation plus stricte* » qu'avant — action qui reflète la persistance de l'attitude ambivalente des communistes yougoslaves quant à l'ensemble de la politique des prix. Le quatrième point de la réforme reprend aussi l'effort fait en 1961 pour donner aux banques yougoslaves un rôle s'inspirant des pratiques occidentales.

Etant donné les ajustements radicaux que nécessitent ces réformes, il est encore trop tôt pour pouvoir juger si elles seront à même de remédier aux multiples problèmes de l'économie yougoslave, bien que les critiques encore plus vives que provoque la façon dont ces réformes sont appliquées indiquent que de nouveaux changements seront nécessaires avant que la situation économique puisse être stabilisée. On prévoyait que les réformes auraient au début un effet négatif tant en ce qui concerne la réaction populaire que les répercussions économiques, mais cet effet a été encore pire qu'on ne l'avait prévu.

L'accent mis sur l'élimination des entreprises non rentables a suscité partout des craintes de chômage. On a calculé que le nombre de chômeurs dépassera d'ici à 1970, 900.000 (15). Or, plus de 400.000 ouvriers travaillent déjà

(12) L'ancien dirigeant syndicaliste Svetozar Vukmanovitch-Tempo a reconnu en 1964 que l'Etat versait annuellement aux entreprises entre 400 et 500 millions de dollars de subventions sous forme de primes à l'exportation seulement. (*Oslobodjenje*, Sarajevo, 15 novembre 1964).

(13) *Enquête yougoslave*, Belgrade, janvier-mars 1965, pp. 2095-2096.

(14) *Kommunist*, Belgrade, 29 juillet 1965 ; discours de feu Boris Krajer, à l'époque vice-premier ministre yougoslave, *Borba*, 25 juillet 1965.

(15) *Ekonomiska politika*, Belgrade, 4 mars 1968.

aujourd'hui hors de Yougoslavie, principalement en Europe occidentale ; (République fédérale allemande, 140.000 ; France, 60.000 ; Autriche, 50.000 ; Suède, 20.000 ; Italie, 16.000 ; Suisse, 8.000 ; Grande-Bretagne, 5.000 ; Pays-Bas, 2.000 ; Danemark, 2.000 ; Norvège, 1.000) (16).

D'autre part, l'effet économique immédiat des réformes a été un bond des prix, une hausse abrupte du coût de la vie. Le gouvernement se hâta d'introduire de nouvelles mesures restrictives visant à réduire les hausses « exagérées », réaction qu'ont critiquée les partisans libéraux des réformes. La question essentielle est de savoir si les responsables libéraux pourront mener à bien la mise en œuvre du programme face à l'opposition des adversaires des réformes, même après l'épuration d'Alexandre Rankovitch en juillet 1966. Rankovitch tentait de s'appuyer sur le mécontentement populaire suscité par le chômage et la hausse du coût de la vie. Depuis 1961, les conservateurs sont parvenus de façon intermittente à faire adopter de nouvelles mesures restrictives entravant les tentatives de réforme, bien qu'ils n'aient pas pu renverser la tendance générale à la libéralisation.

## PARTI CONTRE ECONOMIE

Au début de la réforme, les entreprises ne réagirent pas à la forte hausse des prix par des augmentations correspondantes des salaires. Il en résulta pendant plusieurs mois un décalage entre le mouvement des salaires et le coût de la vie. La consommation tomba pendant le deuxième semestre 1965, baisse accentuée encore par les restrictions de crédit à la consommation. La production industrielle fut affectée par la baisse de la demande réelle et son taux de croissance déclina en 1965 et 1966. D'autre part, le programme de réformes eut une incidence sensible sur le commerce extérieur. La croissance des importations fut stoppée tandis que la dévaluation du dinar donnait une impulsion considérable aux exportations. Le tableau changea cependant peu à peu en 1966 où la croissance des revenus personnels rattrapa et même dépassa la montée du coût de la vie (17). En même temps l'expansion des investissements reprenait fortement en 1966. L'augmentation rapide de la demande intérieure provoqua une croissance sensible des importations en provenance des pays occidentaux (18) et du déficit commercial. L'économie entra ainsi à nouveau dans une phase extrêmement difficile.

(16) *Vjesnik*, 31 mars 1968.

(17) Enquêtes économiques de l'O.E.C.E. : *République fédérale socialiste de Yougoslavie*, Paris, septembre 1967, pp. 8-9.

(18) Les exportations et les importations yougoslaves se décomposent ainsi en 1967, selon Dorothea Kiefer dans le numéro de janvier-février de la revue de Munich *Wissenschaftlicher Dienst Südosteuropa* :

Marché	Exportations yougoslaves	Importations yougoslaves
Comecon .....	36,2 %	26,0 %
C.E.E. ....	29,7 %	38,0 %
E.F.T.A. (?) ....	11,2 %	12,5 %

Dans la seconde moitié de 1967, la façon dont le gouvernement mettait en œuvre les réformes économiques a été très vivement critiquée. Le professeur Horvat a déclaré ouvertement que la politique économique de la Yougoslavie est semblable à celle de l'Europe occidentale entre la première et la deuxième guerre mondiale, qui aboutit à la crise économique mondiale du début des années 30 (19). La principale objection du professeur Horvat et de certains économistes yougoslaves est que les responsables de l'économie ignorent les cycles économiques qu'ils ont négligés en préparant la réforme. « *Nous avons là, dit le professeur Horvat, un exemple classique de la théorie qui retarde sur la pratique et de la pratique qui retarde sur les besoins* » (20). Toujours d'après lui, cette ignorance a eu pour résultat de ralentir la croissance du produit national brut et de causer une perte importante du revenu national. Le professeur Horvat a fait sensation en déclarant que depuis juillet 1965, le revenu perdu par suite de l'abaissement du taux annuel moyen du revenu national réalisé s'élève à 5,7 milliards de dollars !

Un collègue slovène de Horvat, le professeur Alexandre Bajt, de l'Université de Lioubliana, reconnaît aussi que l'actuelle stagnation économique est plus profonde et plus sérieuse qu'elle n'a jamais été depuis 1952. Lui aussi critique l'ignorance des dirigeants du parti qu'il compare à des « *enfants rachitiques qui se croient de grands boxeurs* » (21).

Des défenseurs du système de direction autoritaire de l'économie ne se trouvent pas seulement parmi ceux qui sont engagés dans le processus économique direct mais aussi parmi les savants. Selon A. Bajt les manuels économiques yougoslaves sont « *à de rares exceptions près, du niveau des brochures soviétiques d'après guerre* ». Il pense évidemment surtout aux communistes incapables d'abandonner leurs théories économiques périmées. Ils ont compris le programme économique de juillet 1965 de façon technocratique. Bajt voit une contradiction fondamentale dans l'actuel système économique yougoslave. D'une part, celui-ci se fonde sur l'indépendance des entreprises dans la distribution et l'emploi de leurs revenus, et sur la décentralisation des investissements, mais de l'autre, l'intervention de l'Etat dans l'économie reste très forte. Bajt a déclaré sans ambages : « *C'est une illusion de croire qu'une économie nationale puisse fonctionner normalement dans les conditions de l'autogestion ouvrière et de la décentralisation des investissements, sans règles de conduite précises fondées sur les lois économiques.* » (22)

La dégradation de l'économie yougoslave a été discutée au 8<sup>e</sup> Plenum du comité central yougoslave le 24 novembre 1967. La résolution

(19) *Vjesnik u srijedu*, Zagreb, 8 novembre 1967.

(20) *Ibid.*

(21) Le professeur Bajt a publié dans *Vjesnik* du 6 au 14 novembre 1967 une série d'articles intitulée : « *Politique économique et science économique* ».

(22) *Ibid.*

adoptée disait qu'en dépit des difficultés croissantes et des critiques toujours plus vives, les réformes économiques seraient poursuivies dans le sens arrêté en juillet 1965 (23). L'affirmation du professeur Horvat que le parti et le gouvernement yougoslaves étaient des incapables a été complètement ignorée. Certaines de ses idées ont été vivement attaquées par des économistes pro-gouvernementaux (24). Mais cela n'a pas intimidé le professeur Horvat. Il a répété ses accusations, que les dirigeants yougoslaves ont mis en route les réformes économiques radicales sans avoir les connaissances nécessaires pour les mener à bien. Ces dirigeants emploient généralement des méthodes de pression politique quand ils veulent se défendre contre les accusations d'ignorance. Il est inadmissible, vingt ans après la victoire de la révolution communiste en Yougoslavie, dit le professeur Horvat, « d'abandonner un plan après l'autre parce qu'ils n'ont pas été établis sur une base théorique et méthodologique assez sérieuse » (25). Même les rudiments du fonctionnement de l'économie de marché n'ont pas été compris, à cause de quoi « des erreurs inadmissibles sont commises dans l'application de la politique adoptée ».

Le professeur Horvat a accusé « les cadres politiques et techniques sans formation suffisante en administration de l'Etat, des banques et autres » de commettre des erreurs, par ignorance plutôt que par conviction politique, d'avoir peur des solutions scientifiques parce qu'ils ne les comprennent pas, et de résister aux méthodes modernes d'analyse et de gestion de l'économie parce qu'ils sont incapables de les appliquer dans la pratique. L'opinion du professeur Horvat que le pays n'est pas politiquement mûr pour des réformes économiques radicales est un point extrêmement important. Les dirigeants politiques du pays ne comprennent pas la signification de l'instabilité cyclique de l'économie, et ils insistent sur des solutions politiques visant essentiellement à assurer au parti le monopole du pouvoir.

### LES « NOUVELLES CLASSES » DANS LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Les jeunes libéraux et technocrates communistes de Yougoslavie estiment que le parti n'est plus capable de diriger une société industrielle hautement développée. La vieille garde

(23) *Politika*, Belgrade, 14 novembre 1967.

(24) Dr. Sime Djodan in *Vjesnik* du 24 au 28 octobre 1967.

(25) *Vjesnik*, 21 février 1968.

APRES AVOIR LU  
EST & OUEST  
ENVOYEZ-LE A UN AMI

du parti pense en termes de « socialisme d'Etat », ce qui en fait une nouvelle « classe bureaucratique » qui cherche à ramener l'histoire en arrière. Sur ce point, les jeunes libéraux et technocrates communistes sont d'accord avec James Burnham (26) et son interprétation des raisons de l'existence de la nouvelle classe dirigeante. Ils acceptent manifestement l'idée de Burnham que le moyen le plus facile de découvrir le groupe dirigeant dans une société communiste est d'habitude de voir quel groupe touche le plus d'argent sans occuper de poste « productif » dans l'économie publique. C'est pour cette raison que les salaires extrêmement élevés des fonctionnaires du parti font l'objet de critiques de plus en plus vives. On considère comme parfaitement injustifié que ces gens soient grassement payés alors que c'est par la faute de l'incapacité des *apparatchiks* du parti que les conditions économiques s'aggravent (27).

La lutte pour l'application des réformes économiques radicales est menée aujourd'hui entre les deux « nouvelles classes », l'une représentée par l'appareil du parti, l'autre par l'intelligentsia technologique. Tant que les dirigeants économiques yougoslaves ont été des héros de la guerre de partisans, la différence entre leurs connaissances et celles des ouvriers a été minime. Aujourd'hui que les héros de la guerre de partisans doivent céder la place à des technocrates hautement qualifiés, la différence entre la nouvelle classe des administrateurs et les travailleurs est beaucoup plus grande. C'est le point sur lequel les *apparatchiks* du parti (les « libéraux » installés depuis l'élimination des « conservateurs » de Rankovitch) croient pouvoir rallier l'aide des masses ouvrières. En insistant de plus en plus sur l'application intégrale du système d'autogestion ouvrière, on vise avant tout à rallier les ouvriers comme contre-poids aux administrateurs techniques. Au cours de la mise en œuvre des réformes économiques, une alliance entre les technocrates et les *apparatchiks* du parti, même les plus libéraux, a été extrêmement difficile, sinon impossible à réaliser. Les *apparatchiks* ont leurs contraintes idéologiques à eux, même quand ils réalisent une réforme du parti. Les technocrates sont très critiques à l'égard du système d'autogestion (Bajt), ce dont l'appareil du parti se sert maintenant contre eux.

La lutte des technocrates contre le parti semble n'avoir aucune chance de réussir et ils devront modifier leur opposition à l'autogestion pour ne pas perdre complètement les masses. Le parti et les technocrates luttent avec acharnement pour la faveur du public, et, par suite, les réformes économiques sont conduites de façon inefficace.

SLOBODAN STANKOVITCH.

(26) James Burnham, *The Managerial Revolution*, New-York, 1941.

(27) Le professeur Ljubisav Markovitch, de Belgrade, écrivait dans *Borba*, 5 janvier 1968 : « Il est évident que la Ligue des communistes s'est montrée maladroitement dans ses interventions ; elle a agi sans système et sans aucune conception ; elle tâtonne, cherche ce qu'il faut faire ».

## Une guerre à demi-oubliée : la guerre du Biafra

A plusieurs reprises, et notamment tout récemment avec deux articles de Nicolas Lang : « *Les Soviétiques au Nigeria* » (*Est et Ouest*, n° 396, 1<sup>er</sup>-15 janvier 1968), « *Les communistes au Nigeria* » (id. n° 399, 16-29 février 1968) nous avons évoqué ici la guerre du Biafra. Nous l'avons fait avec une certaine prudence, parce que notre intérêt, comme éditeur de cette revue, ne se porte que sur un aspect de cette guerre, la part qu'y prennent les communistes, ceux du cru et ceux de l'U.R.S.S., le profit qu'ils essaient d'en tirer. Nous nous sommes d'autant plus volontiers cantonnés dans cette réserve que cette guerre posait des problèmes politiques délicats non seulement au gouvernement britannique lié par des traités au gouvernement central du Nigeria, mais aussi au gouvernement français dont l'attitude en la matière est commandée par celle des gouvernements amis de l'Afrique francophone. Or, ces problèmes se situent en dehors du champ que notre association s'est donné pour tâche d'explorer.

L'étude que nous envoi, au retour d'un long séjour en Afrique, notre ami J.-C. Van Broekhuizen, dont nos lecteurs ont pu apprécier à plusieurs reprises l'originalité de pensée, nous fournit l'occasion d'aborder le problème de façon plus large, et d'apporter quelques explications à nos lecteurs africains.

Il n'est pas douteux que la sécession biafraise s'inscrit dans le processus historique déclenché il y a quinze ans ou vingt ans qui, après un moment d'hésitation à l'entrée du chemin qui l'aurait conduit vers la recherche d'une assimilation peut-être impossible, a orienté le mouvement d'émancipation des populations africaines vers leur constitution en nations indépendantes. Certes, le Biafra n'a pas été quant à lui constitué en une entité nationale autonome à laquelle la puissance colonisatrice aurait remis ses pouvoirs ; il n'en est pas moins vrai qu'il existe peu en Afrique de groupements aussi vastes que celui des Ibos et offrant la même cohésion que lui, aussi aptes que lui à fournir le fondement d'une nation moderne. Avant les massacres que l'on sait, le maintien des Ibos dans l'ensemble nigérianais pouvait paraître possible. Il est aujourd'hui inconcevable.

Comment se fait-il que, dans ces conditions, les Biafrais n'aient pas rencontré d'appuis, du moins publics, que l'opinion internationale, que la conscience universelle n'aient pas été sollicitées en leur faveur ? La raison en est assurément que ceux qui sont les plus capables de mobiliser l'opinion, ou la presse, à l'échelle mondiale, à savoir les communistes, ont jeté leur dévolu sur l'autre camp. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils essaient de lier partie avec la portion la plus retardataire socialement et économiquement du Nigeria, ils misent sur sa victoire et ils y contribuent en lui fournissant des armes et des techniciens. Ils n'allaient donc pas faire

campagne pour le Biafra et il leur est certainement apparu que le silence servirait mieux la cause du gouvernement central.

Toutefois, cette tactique ne rend pas compte de tout, et il est certain qu'il faut faire intervenir une autre raison pour expliquer que les sympathies dont bénéficie incontestablement la cause biafraise ne se soient pas manifestées davantage en actes et en paroles — celles-ci ayant été en l'occurrence encore plus rares que ceux-là.

Van Broekhuizen a soulevé cette question et il y a répondu à la fin de son étude. Il est de règle, dans toute l'Afrique, de ne pas toucher aux frontières des nouveaux Etats, si artificielles qu'elles soient, parce que toute modification qui y serait apportée, même par la négociation, risquerait de provoquer partout des revendications auxquelles les nouvelles nations ne résisteraient pas. Rectifier la frontière ne pourrait avoir pour objet et pour justification que de rendre son unité à telle tribu que le tracé des limites des anciennes colonies a coupé en deux. Or, de telles erreurs se rencontrent partout : toutes les frontières pourraient être contestées à partir du moment où l'une le serait. Chacun des deux Etats intéressés, même s'ils tombaient d'accord pour refaire l'unité de la tribu en question, voudrait que ce regroupement se fit à son profit, d'où des conflits sans fin. Enfin, et surtout, pareille opération conduirait à rendre à l'entité tribale le pas sur l'entité nationale, et le processus de formation des nations africaines s'en trouverait fâcheusement compromis.

Ainsi s'explique que tous les responsables africains se soient ralliés au principe de l'intangibilité des entités administratives reçues de la colonisation, et qu'ils se montrent hostiles à la fois aux rectifications de frontières et au partage des nations existant au moment de l'indépendance. D'où leur hostilité à l'indépendance du Kattanga. D'où aujourd'hui leur réserve à l'égard du Biafra.

Si fondée que l'on juge cette règle d'action, on est en droit de penser que son application appelle moins de rigidité et qu'elle peut être tempérée par la considération suivante, qui est de poids.

La tendance des colonisateurs a été de rassembler, de constituer de vastes ensembles administratifs qui n'avaient point de fondement dans la réalité africaine, mais qui permettaient d'économiser les moyens. (Il n'y aurait qu'une université pour toute l'A.O.F., et ainsi de suite). Seulement, quand commença le processus de « décolonisation », les Français, un peu par hasard, agirent très différemment des Britanniques et des Belges. Ils procédèrent eux-mêmes au partage de l'A.O.F. et de l'A.E.F. en unités politico-administratives plus petites, par suite un peu moins artificielles, et, en tout cas, beaucoup plus à la mesure des ressources en hommes et en argent des Etats à qui en serait confiée la charge.



Pour beaucoup d'Africains francophones, cette décision fut un déchirement, et Senghor exprima leur déception, leur désapprobation quand il parla de « balkanisation ». Lui et bien d'autres se sentaient vraiment les citoyens de ce vaste monde qu'était l'Union française : on les forçait à se cantonner dans quelque chose comme une province. Ainsi dans toute l'Europe médiévale, les élites intellectuelles gardaient la nostalgie de l'empire romain.

Avec un recul de plus de dix ans déjà, on se rend compte que cette « balkanisation » de l'Afrique française a été pour elle une bénédiction. Si les Belges avaient « balkanisé » le Congo

## I

Le fait est paradoxal, mais il est incontestable : dans cette Afrique qu'on dit sans histoire, rien ne s'explique que par l'histoire. Cela est vrai notamment pour la guerre qui ensanglante aujourd'hui le Nigeria.

Les Ibos sont mal considérés par les autres tribus nigériennes parce qu'ils sont des « late-comers », des tard-venus. Ils ne sont pas les seuls à ne pas être des autochtones. L'Afrique est le continent des migrations. Aucune tribu ne vit dans sa tribu d'origine, toutes sont venues d'ailleurs, exterminant parfois les indigènes, parfois aussi les assujettissant. Avec les siècles, cela s'oublie, mais les migrations des Ibos restent assez récentes pour qu'ils aient gardé la réputation de n'être pas tout à fait là chez eux, et c'est pour les autres une première raison de les considérer comme une race de second rang.

De plus, les Ibos n'ont jamais montré aucun talent pour s'organiser. Leur société a toujours eu comme unité supérieure soit la famille soit le village, jamais une organisation plus grande, royaume ou empire. Ils ne se sont jamais présentés en conquérants comme cela a été le cas par exemple pour les Toutsis, qui s'étaient imposés comme aristocratie dominante aux Houtous, au Rouanda, jusqu'aux temps récents, lorsque le système des élections a sapé la base de leur pouvoir. Ce manque de talents politiques a fait qu'au début des temps coloniaux les Ibos, très près de la côte, n'ont pu offrir aucune résistance à la pénétration européenne et qu'ils ont adopté facilement les nouvelles formes de l'organisation de la société. Plus rapidement que les autres tribus, plus profondément aussi, ils ont accepté l'europanisation et la christianisation. Il est vrai que les contacts des Yorubas avec les Européens dans la région Ouest ont été plus anciens et que parmi eux on pourra trouver des juristes dont les pères et grand-pères, pendant quatre ou même cinq générations ont été avocats. Il n'en reste pas moins que les Ibos ont plus facilement et totalement absorbé les valeurs européennes, chrétiennes. C'est la seule race au Nigeria qui ait la même attitude que les Européens envers le travail, même manuel, envers le commerce, l'industrie, l'argent et leur rôle dans la vie moderne.

Evidemment c'est le Nord islamique qui fut la dernière région nigérienne à être pénétrée par les Anglais et à leur être soumise. Ce

avant de lui donner l'indépendance, même la folie de Lumumba n'aurait pas eu les mêmes effets. Et le Nigeria ne serait pas aujourd'hui déchiré par la guerre, s'il avait été partagé en plusieurs nations avant son accession à l'indépendance.

Tout cela est maintenant évident et c'est ce qui fait qu'il n'y a pas contradiction à approuver le principe de l'intangibilité durable des frontières dans l'ancienne Afrique française tout en pensant que l'indépendance du Biafra est la seule solution convenable au problème nigérien.

Claude HARMEL.

Nord avait une forte structure féodale, il était fanatiquement mahométan et les Anglais en tinrent compte conformément au principe de l'« indirect rule », acceptant la structure féodale de la société, le pouvoir des émirs, interdisant les missions chrétiennes et leurs écoles pour ne pas provoquer des conflits religieux et la haine des écoles coraniques existantes. Tout cela a retardé, dans le Nord, la modernisation de la vie et des hommes, qui continuent à vivre dans l'ambiance féodale et islamique, ce qui comportait en même temps le mépris pour le travail manuel, le respect pour l'ancienne hiérarchie du pouvoir reposant sur les bases religieuses autant que politiques. Naguère encore, les Nordiques acceptaient volontiers parmi eux les Ibos, qui faisaient pour eux le travail sale, manuel, qu'eux méprisaient. Ainsi les Ibos travailleurs essaïmaient dans le pays entier, surtout dans le Nord, où ils avaient les meilleures chances et peu ou pas de concurrents.

Vint l'indépendance et avec elle le besoin de cadres, d'une élite modernes. Dans le Nord il n'y en avait pas, les écoles coraniques ayant bien produit de bons Musulmans, connaissant par cœur leur Coran, mais ignorant la comptabilité, la gérance d'hôtels, l'exploitation d'entreprises de transport, etc. Pour les hôtels, pour ne prendre que cet exemple, les anciennes lois de l'hospitalité érigeaient une barrière infranchissable à la modernisation : exploiter économiquement l'hospitalité, faire payer ses hôtes pour le lit, le repas offerts, c'était inconcevable.

Voilà pourquoi dans le Nord du Nigeria pendant les années de développement rapide qui suivirent l'indépendance, tous ou à peu près tous les fonctionnaires dans les appareils de l'Etat, les employés dans les banques, les industries, les entreprises de transport, chemin de fer comme camions, l'hôtellerie, étaient des Ibos, travailleurs durs, économes, conscients de l'importance du capital autant que de celle du travail. Une situation naquit dans laquelle les féodaux allaient perdre la partie — ils avaient laissé échapper vers d'autres les véritables fondements du pouvoir dans la société moderne. Ils s'apercevaient que malgré leurs titres et leurs splendeurs ils se trouvaient de plus en plus en dehors de la vie réelle, presque des étrangers dans leur propre pays, où pour trouver une place, même comme ouvrier, il fallait être Ibo. On en venait à dire que Ibo, cela voulait dire « *I before others* » (moi avant les autres). La vie

urbaine devenait le terrain privilégié des Ibos, la féodalité islamique était reléguée dans les villages. Il ne resta bientôt plus rien de la satisfaction initiale de voir les Ibos remplir les fonctions de serviteurs, faisant le travail sale, manuel, pour les maîtres autochtones du Nord. La haine générale contre les Ibos s'alimentait à toute une série de sources : c'était l'Islam qui se sentait repoussé par le christianisme, c'était la solidarité raciale des Haoussas, des Foulanis, des Tivs, etc., des tribus, des races nordiques, qui souffraient de plus en plus de leur infériorité économique et sociale sous l'emprise des Ibos venus d'ailleurs, devenus riches par leur travail, maîtres de la vie économique et qui, de plus en plus, faisaient sentir leur poids dans la politique.

## II

C'est dans cette situation que se produisit le coup d'Etat militaire du 15 janvier 1966. Un coup d'Etat qui, au début provoqua un enthousiasme général dans le pays entier, dans le Nord autant que dans le Sud. La corruption, phénomène général dans tous les pays du Tiers Monde, qui semble inévitablement accompagner la transition de la vie traditionnelle à la vie moderne (on n'a qu'à lire Balzac pour comprendre que nous en sommes passés par là pendant les premières phases de l'ère industrielle !) avait pris une telle ampleur qu'il fallait bien un grand changement. Et puis, il ne faut pas oublier que, au moment du coup d'Etat, l'élément militaire du Nigeria ne pouvait que difficilement être considéré comme un danger : dans ce pays énorme, le plus grand de toute l'Afrique avec plus de 50 millions d'habitants, l'armée ne comptait pas plus de 8.000 hommes !

Mais la joie fut brève. C'était bien l'armée qui avait chassé les politiciens corrompus, mais la majorité des officiers de cette armée était ibo, et ceux qui avaient renversé le régime des politiciens étaient exclusivement ibos. Le premier ministre, homme du Nord, aimé et respecté dans le pays entier, Ahmadu Bello avait trouvé la mort dans cette aventure. Le demi-dieu nordique avait été assassiné, alors qu'aucun des politiciens ibos n'avait péri. Aussi, bien que dans les premiers mois le changement de régime eût été accepté partout comme inévitable et nécessaire, le Nord s'aperçut vite que rien n'avait été changé dans les relations économiques et sociales. C'étaient toujours les Ibos qui dirigeaient les affaires — et c'était des Ibos qui avaient, après le coup d'Etat, le gouvernement en main.

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les chances perdues par le nouveau pouvoir, qui emprisonna ceux qui avaient préparé et exécuté le coup et que dirigeait le faible général Ironsi : nous ne voulons que décrire l'évolution des sentiments populaires, surtout, mais pas seulement dans le Nord. Ici la conviction s'enracinait de plus en plus, pour devenir à la fin prépondérante, que le coup d'Etat du 15 janvier n'avait été en fait qu'un effort des Ibos pour s'assurer définitivement l'hégémonie dans le Nigeria, conviction qui semblait confirmée

par les décisions centralistes et unitaristes d'Ironsi à la veille de sa chute.

L'explosion vint, en plusieurs étapes : 30.000 Ibos étaient massacrés dans le Nord, près de deux millions d'entre eux durent s'enfuir et chercher un abri dans la région Est.

## III

De cette évolution du Nigeria, on peut tirer toute une série de conclusions.

1. Les antagonismes entre le « Nord » et le « Sud » ne forment pas un phénomène typiquement nigérien. Ils se présentent dans la plupart des pays africains comme le Dahomey, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, etc. Partout ces antagonismes sont la conséquence du contraste entre d'une part le contact pluriséculaire des tribus de la côte avec la civilisation européenne et d'autre part la pénétration lente et tardive de cette même civilisation européenne à l'intérieur (le « Nord » dans la plupart des cas). A cause de cela, les tribus côtières se considèrent comme plus civilisées que les tribus de l'intérieur, éprouvent à leur égard un sentiment de supériorité. Elles ont été les complices des négriers dans la traite des esclaves : c'était les tribus côtières qui capturaient la marchandise humaine à l'intérieur pour la vendre sur la côte aux Européens. Leurs enfants fréquentaient les écoles des missions, leur élite allait étudier en Europe dans des temps où les tribus de l'intérieur n'étaient considérées que comme du gibier. Nous avons à Brazzaville, dans un hôtel entendu une femme de chambre vili crier à un valet lari avec qui elle se disputait furieusement : « Et mon grand-père a acheté ton grand-père pour un sac de poisson salé » ! Les Vilis demeurent autour de Pointe Noire, le port du Congo, où depuis des siècles les navires européens font escale. Pour eux la civilisation européenne ne présente pas de mystères. Ils se sentent « modernisés », énormément en avance sur les Laris pour qui les contacts avec cette même Europe ne sont venus qu'après le début du temps colonial, à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième. Le même cas se présente au Nigeria où le Nord a dû attendre le début du vingtième siècle avant que s'établissent des contacts réguliers — et combien prudents ! — avec la civilisation européenne. Ces antagonismes ne sont rien d'autre qu'un phénomène de transition culturelle, créant des sentiments de supériorité et d'infériorité selon l'ancienneté de la pénétration européenne.

2. Il faut constater ensuite que la conscience raciale en Afrique est encore très forte, pour ne pas dire prédominante. Les tribus sont des races. Les sentiments de solidarité d'une part et d'hostilité de l'autre jouent entre ces tribus, un rôle beaucoup plus important que dans les relations entre blancs et noirs. Je participais un jour dans un groupe de jeunes à Abidjan à une discussion sur le problème du mariage mixte. Il m'a fallu au moins une heure avant de comprendre que les jeunes Africains discutaient le problème de mariages entre personnes de tribus différentes. Le mariage

entre blanc et noir était considéré comme moins important, ce n'était pas un problème de la vie quotidienne, on n'y prêtait pas attention.

La conscience ethnique est encore si forte, si vivante, que tout y aboutit, les problèmes économiques aussi bien que les problèmes sociaux ou politiques. Ainsi, au Nigeria, on peut s'efforcer de comprendre l'attitude envers les Ibos en partant de relations religieuses, culturelles, historiques, sociales et économiques, mais de quelque côté que l'on aborde le problème de la sécession des Ibos, on finit toujours par trouver au fond la haine raciale contre les Ibos et leur peur d'être attaqués, massacrés, exterminés par les autres races, surtout par celles du Nord, mais pas seulement par elles. On serait étonné si l'on prenait connaissance du nombre d'Ibos, qui, en 1965 et 1966 se sont enfuis de la région ouest, du pays Yoruba, pour chercher asile, sécurité dans la région est, le pays des Ibos. Une fureur raciale, meurtrière, s'est emparée de nombreuses tribus nigériennes contre les Ibos. Il va de soi que cette fureur ne s'exprime que rarement de façon directe, ouverte, et qu'on use de toutes sortes d'autres arguments, politiques comme économiques ; l'idée de l'unité du Nigeria joue son rôle, comme le pétrole et pas mal d'autres problèmes. Mais tout commence et finit par la haine contre les Ibos, qui est une haine raciale.

3. Il n'est donc pas surprenant que les Ibos, qui ont été pendant de longues années au premier rang de ceux qui luttèrent pour la construction d'une « nation nigérienne », aient acquis le sens d'une solidarité entre Ibos, la conscience qu'ils étaient persécutés parce qu'ils étaient différents des autres Nigériens, que des dangers mortels les menaçaient de la part des autres et que leur seul salut devait être cherché, n'était possible que dans la séparation. Tous ceux qui ont voyagé dans la région Est du Nigeria ont pu constater ce phénomène dans toutes les couches de la société, et ce phénomène n'est évidemment pas autre chose que la naissance d'une *conscience nationale*. On en trouve les preuves dans tous les contacts, dans les villages, sur les marchés aussi bien que dans les conversations avec des poètes de réputation mondiale comme Cyprian Ekwensi et Chinua Achebe.

Longtemps, connaissant les avantages qu'offrent les grandes unités pour le développement économique, les Ibos étaient prêts à rester dans un cadre nigérien à condition qu'ils puissent y vivre en paix, qu'ils n'y soient pas soumis à un centre gouvernemental dirigé par « les autres », ce qui impliquait que le Nigeria prit la forme d'une confédération. Lors d'une rencontre des gouverneurs militaires des quatre régions, qui eut lieu au début de 1967 à Aburi, au Ghana, ce principe fut accepté. Au retour, Gowon et les trois autres gouverneurs ne purent faire approuver ce qu'ils avaient signé à Aburi et les accords d'Aburi n'ont jamais été appliqués. On était dans l'impasse.

La croissance du sentiment national ibo, la peur terrible qui en était la première cause, forcèrent Ojukwu à proclamer la réalisation unilatérale des accords d'Aburi ce qui signifiait

que la sécession était inévitable si les autres régions continuaient à rejeter ce que leurs gouverneurs avaient accepté à Aburi. Mais ni Gowon ni les autres gouverneurs militaires n'étaient prêts à honorer leur signature, ou capables de le faire. Ce fut la sécession. Et donc la guerre. Une guerre qui n'avait d'autres causes que des problèmes nigériens, où ni la Grande-Bretagne, l'ancienne métropole, ni les États-Unis, ni les tensions mondiales n'avaient joué aucun rôle. C'était une guerre relativement modeste et innocente : il n'y avait au Nigeria aucun avion militaire, presque pas de canons, les équipements des deux côtés étaient pauvres, les armées étaient faibles et peu nombreuses. Rien ne permettait de prévoir l'issue qui, dans ces débuts, semblait encore devoir être décidée plutôt politiquement que par les armes.

#### IV

Evidemment les deux camps opposés cherchèrent de l'aide, des armes, la reconnaissance diplomatique. Les puissances étrangères durent choisir pour l'un des deux camps. Du coup la nature de la guerre changea : d'une guerre intérieure, où seulement des forces nigériennes se confrontaient, aussi faibles les unes que les autres, elle devenait une guerre d'importance internationale.

Les hésitations furent longues. Pendant tout ce temps, rien de décisif n'arriva. Quelques succès sans grande importance du gouvernement fédéral, un succès temporaire des Biafrais dans la région du Midwest, qui tomba pour quelques temps dans leurs mains. Bref, équilibre de forces, ou à peu près. Puis à Londres et surtout à Moscou, après de longs calculs, dans lesquels entraient autant la question pétrolière que les relations des puissances avec le reste de l'Afrique, on se décida à soutenir le gouvernement de Lagos contre le Biafra et à lui fournir les armes nécessaires et les techniciens capables de les manier. On s'aperçut que le problème des « mercenaires » n'est pas un problème spécifiquement congolais et qu'il se reproduira automatiquement dès qu'en Afrique on aura recours aux armes, quel que soit le nom qu'on veut bien donner à ces soldats de fortune professionnels. Dès ce moment, dès l'arrivée de ces armes pour Lagos, le destin du Biafra semblait décidé, du moins sur le plan militaire, mais c'est une autre question que de savoir si par cette aide militaire au gouvernement central on sauvera l'unité nigérienne, si par ces moyens de force extérieurs on pourra retrouver une nouvelle base pour une fédération reconstituée.

Les Ibos ont maintenant une conscience nationale propre, non-nigérienne, antinigérienne même, nourrie par la peur et la haine. On a dû créer toute une série de nouveaux États pour isoler les Ibos des parties Calabar et Rivers de la région Est, mais on n'a pu le faire qu'en découpant en même temps la région Nord en nouveaux États. On n'a qu'à prendre connaissance de la longue histoire du mouvement Tiv, on n'a qu'à regarder de près la composition des forces armées de Lagos pour constater qu'en fait le gouvernement central du

Nigeria actuel est dominé par les minorités. La désintégration du Nigeria est en marche. L'histoire congolaise se répète. Et les Soviétiques qui ont beaucoup appris de leurs erreurs des années passées, sont bien décidés à en profiter.

L'influence soviétique, à peu près nulle avant la guerre contre le Biafra, ne fait que croître, les organisations communistes se multiplient, le communisme, brillant par son absence il y a encore peu de temps, a pénétré au Nigeria. Il y restera comme une force réelle.

## V

Il nous reste à constater la paralysie totale du reste de l'Afrique Noire dans le conflit nigérien. L'O.U.A. a bien installé une commission, mais elle n'a rien pu faire. Pourquoi ? Comment se fait-il que pas un seul Etat africain n'ait prononcé un mot de sympathie pour les Ibos ? Comment expliquer que pendant presque toute une année aucun Etat africain n'ait reconnu le Biafra ? La réponse est simple. Les tensions qui, au Nigeria, ont mené après une série d'explosions sanglantes à la guerre contre le Biafra, existent dans la plupart des autres Etats africains, dont les gouvernements sont tous conscients des dangers de désintégration qui les menacent.

Dans toute l'Afrique, les frontières sont artificielles. Elles passent à travers les unités traditionnelles géographiques comme culturelles, ethniques comme linguistiques. Au-dedans de ces frontières on trouve une multitude de tribus ayant une conscience très forte de leur solidarité tribale. Jamais dans l'histoire il n'y a eu de nation sénégalaise, kenyenne, ougandaise, etc. Or, aucun Etat ne peut espérer être durable sans unité dans ses frontières, sans conscience nationale de ses citoyens. Dans tous les grands discours de tous les présidents de tous les Etats africains, on retrouve affirmée la nécessité de construire les nations, le « nation building » dont parle Sékou Touré comme Kenyatta, comme Nyerere, comme tout homme politique africain. Il faut créer des nations qui n'ont jamais existé. Aucun des grands objectifs de développement n'est réalisable si on ne réussit à créer ces nations. Eh bien, ce travail

de création de la nation ne peut être conçu qu'à partir des frontières existantes, tout absurdes qu'elles puissent être. Que dire de l'avenir de l'Ethiopie tant qu'il n'est pas certain que l'Ogaden, habité par des Somalis, restera une partie du pays, tant qu'il n'est pas certain qu'il ne sera pas incorporé dans la République de Somalia — et ainsi dans toute l'Afrique. On ne peut rien faire si on ne part pas de frontières proclamées sacro-saintes.

La sécession du Katanga comme la sécession du Biafra vont contre ce principe. Toute sécession, pour quelque raison que ce soit, quels qu'en soient les motifs, et aussi inévitables qu'en semblent les causes, signifie un abandon du principe de l'immutabilité des frontières, condition de la survie de tout Etat africain.

Les gouvernements africains se sont donc trouvés dans l'impossibilité de reconnaître la souveraineté du Biafra. La non-reconnaissance de toute sécession, où qu'elle se produise, n'est rien d'autre que la décision de maintenir l'immutabilité de toutes les frontières en Afrique, sans laquelle aucun Etat africain ne peut espérer voir naître dans ses frontières une conscience nationale.

La Tanzanie vient de reconnaître le Biafra, la Côte-d'Ivoire lui a manifesté sa sympathie. Leur exemple sera probablement suivi par toute une série d'Etats de l'O.C.A.M. C'est une révolution d'une grande importance qui dépasse largement le cadre nigérien. On peut y voir la preuve que la guerre contre le Biafra, dont toutes les causes se trouvent dans la situation intérieure du Nigeria, est devenue, par suite de l'immixtion de l'Union soviétique et des livraisons d'armes au gouvernement fédéral, une guerre ayant sa place dans un cadre mondial.

Ceci n'empêche pas que les loyautés tribales restent vivantes, que les frontières africaines n'en tiennent pas compte et coupent les tribus, et donc que, partout en Afrique de grands conflits restent possibles — des conflits qui, après la reconnaissance du Biafra par Dar es Salaam, sont devenus probables. La menace du chaos pèse sur l'Afrique. On le sait à Moscou comme à Pékin et on se prépare à en profiter.

J. C. VAN BROEKHUIZEN.

## Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8<sup>e</sup>

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F. pour six mois et 60 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 90 F. pour un an ou 120 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

# Ce que signifie le lanceur « Saturn-V »

LA fusée américaine « Saturn V » a mis sur orbite, le 9 novembre 1967, une charge de 115 tonnes. L'exploit est d'autant plus remarquable, que le précédent record était de l'ordre d'une dizaine de tonnes, ce qui était déjà une prouesse, car cela suppose des engins de lancement dont le poids au départ (la « masse », disent les techniciens) est environ cent fois celui de la charge à élever. Naturellement cela varie en fonction de la vitesse à lui imprimer, elle-même dépendant de la mission de l'engin.

Que n'aurait-on écrit si c'était les Soviétiques qui avaient enregistré un tel succès ! Il faut rappeler que pendant longtemps ils ont eu une avance certaine dans le domaine des moyens de lancement. Cela était dû au fait qu'à la fin de la guerre, les Russes avaient mis la main sur le principal centre allemand de la Baltique, à Peenemünde. Ils y avaient trouvé non seulement des spécialistes qu'ils emmenèrent en U.R.S.S. pour les faire travailler, mais également des installations et des plans d'engins déjà fabuleux, sur le point d'être réalisés. De leur côté, les Occidentaux, s'ils avaient eux aussi « récupéré » quelques spécialistes, savants et techniciens, n'avaient pas mis la main sur des plans aussi avancés. Ils durent reprendre les recherches au niveau des V1 et des V2 à la fin de la guerre.

Mais encore une fois, quel concert de louanges n'aurait-on pas entendu si les Soviétiques avaient réussi cette même performance dans le monde d'aujourd'hui où fusées et satellites sont politisés, et où il est de bon ton de se prosterner devant le prétendu « socialisme » de l'Est, en lui reconnaissant toutes les vertus et toutes les capacités. C'est une mode entretenue fort soigneusement, à laquelle on se soumet, sorte de mini-jupe de l'intellectualisme de gauche.

Il n'est pas question de dénigrer ni de méconnaître les résultats obtenus par l'U.R.S.S., ceux-ci étant réels. Car même si l'on possède une source miraculeuse et abondante, encore faut-il savoir l'exploiter et en tirer des résultats intéressants. Or ceux des Soviétiques sont loin d'être négligeables.

## REMETTRE AU POINT

Il s'agit donc de déterminer où en est arrivé chacun des deux « super-Grands » dans cette lutte pour la conquête de l'espace. Y a-t-il un gagnant ou seulement deux concurrents qui ne font que se dépasser tour à tour ? A bien considérer les choses, on peut opter pour le premier terme.

Durant sept à huit des dix années de recherches spatiales qui viennent de s'écouler, l'U.R.S.S., pour la raison déjà indiquée et grâce à son grand effort scientifique, a bénéficié d'une légère avance dans ce domaine. Il était prévisible — et on n'a pas manqué de le signaler ici — que les États-Unis rattraperaient ce

retard un jour ou l'autre, ne serait-ce qu'en raison de leur avance technique et de leur énorme potentiel industriel. Mais ce surclassement apparaissait d'autant moins, et surtout à ceux qui ne voulaient pas le voir, que les États-Unis se sont, en effet, hâtés lentement. Ils n'ont pas tenté coûte que coûte de réaliser des exploits spectaculaires. Ils n'ont au début pas favorisé les gros engins, mais une foule de petits, presque tous d'exploration et d'étude.

Toute cette activité, les Américains la mènent méthodiquement, comme on mène des travaux de laboratoire. Elle se poursuit d'ailleurs toujours de cette même façon, et c'est certainement ainsi, rattrapant leur retard apparent, qu'ils effectueront un jour un départ foudroyant, comme ils viennent déjà d'en amorcer un avec la fusée « Saturn-V ». Ce lancement est le fruit d'un long travail préliminaire, alors que les Soviétiques se contentent d'exploiter un acquis qui n'était pas le leur, comme ils l'avaient déjà fait dans le domaine des sous-marins. Toutefois, les Russes en viennent, eux aussi, maintenant à des études de détail et à une exploration généralisée par petits engins, comme ceux de la série des « Cosmos », dont il existe près de deux cents exemplaires, pas tous d'étude, il est vrai, puisqu'ils comptent également un bon nombre d'engins militaires.

Le rattrapage américain date déjà de plusieurs années. Dès avant le dixième anniversaire du premier lancement spatial (celui de Spoutnik I) les Américains ont pu publier, chiffres en main, un bilan marquant une nette avance. Ce bilan n'avait pas retenu l'attention, car nombreux étaient ceux qui croyaient à un succès fantastique des Soviétiques à l'occasion du cinquantenaire de la « Révolution d'octobre ».

Les Américains avaient donc pu, en mai 1967, dresser le tableau suivant : leurs mises sur orbite depuis le début (avec près de quatre mois de retard sur les Soviétiques) se chiffraient à 483 engins de toutes catégories contre 237 pour les Russes, sans compter 4 français, et près d'une dizaine lancés par les Américains pour le compte d'autres pays, soit deux tiers des lancements pour les États-Unis et un tiers pour l'U.R.S.S. Cette proportion est restée pratiquement inchangée. Mais il s'agit là du nombre d'engins quelle que soit leur masse, celle-ci n'étant pas absolument déterminante en matière spatiale. Le chiffre global à la fin de la dixième année spatiale est proche des huit cents.

D'une manière générale, du moins au début, les poids pour la majorité des engins ont été de quelques kilos pour les Américains, puis une dizaine de tonnes et maintenant plus de la centaine. Quant aux Russes, qui ont débuté pour ainsi dire au niveau du quintal, ils ont eu longtemps l'avantage du poids. Ils détenaient certainement le record en tonnages, puisque d'emblée ils ont eu de gros engins,

ce qui est naturellement fonction de la puissance des lanceurs. Puis une certaine égalisation s'est produite, les Américains parvenant aux gros engins et les Soviétiques revenant pour ainsi dire aux petits engins d'observation et d'étude, en grande majorité circum-terrestres.

Il serait très difficile, mais non impossible, d'établir le total des poids des satellites lancés par les Américains. Des revues spécialisées (telle que *Technology Week*) donnent les caractéristiques essentielles de tous les engins, sauf ceux à vocation militaire. Mais la comparaison ne pourrait pas être faite, car il est impossible de connaître les poids exacts des engins soviétiques. En outre, leurs concurrents, venus plus tard aux engins lourds, « miniaturisent », semble-t-il, beaucoup plus aujourd'hui. En tout cas, il est certain que d'un seul coup, avec le lancement de « Saturn-V » et bien que le lanceur ne soit encore qu'expérimental, la balance penche maintenant de façon très nette en faveur des Américains. Les poids connus approximativement des gros engins russes vont, pour quelques-uns, d'une tonne, pour beaucoup entre 5 et 7 tonnes, jusqu'à 12 tonnes pour « Proton », qui paraît le plus lourd et dont il existerait trois exemplaires. La charge de « Saturn-V » à elle seule fait dix fois ce tonnage.

Toutefois le poids ne représente encore qu'un des facteurs de la compétition, et il n'est pas toujours prépondérant. Ainsi les Soviétiques auraient eu des déboires avec des lanceurs extrêmement lourds, s'enflammant au sol, comme l'auraient révélé avions et satellites « espions » (catégorie se développant de part et d'autre). Ils envisageraient peut-être d'opérer par assemblages en orbite (les « rendezvous » américains) précisément pour éviter l'emploi de lanceur d'une taille fabuleuse. Si c'était le cas, ce serait le moyen de reprendre de l'avance dans la course vers la Lune, actuellement compromise pour eux.

Cependant, la récapitulation établie par les Américains donne d'autres indications intéressantes. En mai 1967, ils avaient réalisé dix « rendezvous » réussis, avec neuf assemblages, les engins étant soudés, ou amarrages, les engins étant simplement liés. Or, à cette date, les Russes ne pouvaient revendiquer que des tentatives de vols rapprochés. Toutefois, tout dernièrement, deux ans après leurs rivaux, les Soviétiques ont réussi (à la fin d'octobre) un arrimage de deux « Cosmos » sur orbite basse. On en a parlé, sans doute pour leur faire plaisir, comme d'une « première soviétique », à l'occasion du cinquantenaire de la « Révolution d'octobre ». Cette « première » serait celle d'un arrimage automatique, sans pilote à bord, donc avec des engins relativement faibles. Est-ce là quelque chose qui vaille d'être appelée « première » ? De toutes façons, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un « rendezvous » contre dix dans l'autre camp.

Enfin, les Américains ont pu annoncer 1.994 heures de « vols orbitaux habités » contre 555 pour leurs rivaux, bien que ces derniers aient réussi plus tôt de tels exploits. Il est donc patent que les Américains, ayant démarré plus tard dans les prouesses spatiales, ont rattrapé

leur retard et surclassent aujourd'hui les Soviétiques. Bien qu'on ne sache pas tout des Russes, il est un autre domaine où les Américains détiennent encore l'avantage, c'est celui de la diversité des engins. Leur nombre est extraordinaire et on peut dire qu'il en existe autant qu'il y a de problèmes spatiaux à élucider.

Enfin, dans cette grande rivalité pour conquérir l'espace, d'autres éléments démontrent encore la supériorité de l'Ouest : la plus longue durée d'un vol spatial habité, soit 330 heures, qui est en même temps le vol détenant le record de la distance couverte, soit 9,2 millions de kilomètres ; le plus grand nombre de vols habités et d'astronautes mis sur orbite : les Américains en ont placé environ deux fois plus que les Russes ; et enfin, pour terminer, des altitudes records, en général le millier de kilomètres pour l'exécution de toutes les performances précitées.

Cependant les Soviétiques se sont attribués, à titre de consolation, l'atterrissage d'un engin sur la « planète rouge », ce qui est indubitablement une « première », Vénus percée au cœur, a-t-on dit. On en a beaucoup parlé, davantage que de tous les « Surveyor » qui se sont posés sur la Lune pour y étudier les conditions de l'alunissage.

En définitive, partis avec retard, demeurés longtemps dans une certaine infériorité mais s'adonnant à de longues études préparatoires, les Américains sont maintenant parvenus très nettement en tête.

## HISTORIQUE DE « SATURN-V »

Mais revenons à « Saturn-V ». Le projet en avait été élaboré avant 1960, mais sa conception a été modifiée en cours de route. On avait pensé tout d'abord à envoyer directement vers la Lune la cabine Apollo, avec trois hommes d'équipage. Ce programme initial a été divisé en trois phases : lancement d'un énorme ensemble sur une orbite circum-terrestre ; lancement à partir de cette orbite des deuxième et troisième éléments de l'ensemble « satellisé » qui se placera sur orbite lunaire ; décrochage du troisième élément qui, seul, arrivera sur le sol lunaire, celui-ci ayant été étudié au préalable par d'autres engins ayant atterri sur la Lune. Un homme d'équipage restera sur l'élément en orbite lunaire, tandis que les deux autres poursuivront jusqu'à la Lune. Leur engin, dit « module », repartira par ses propres moyens, comme une fusée lancée du sol terrestre et opérera un assemblage avec l'élément resté sur orbite lunaire. L'assemblage alors descendra vers la Terre.

Cette opération — qui comprend en fait trois cents manœuvres de détail — est maintenant assez connue ; elle a fait l'objet de nombreux exposés techniques dans des revues spécialisées. C'est à partir de 1961 que les premiers lancements, chaque partie isolément, ont été effectués. En 1964 les expériences devenaient satisfaisantes, notamment pour le lanceur « Saturn-V », qui mettait 16 tonnes sur orbite, déjà



un premier record. Les deux années suivantes les expérimentations portaient sur « Saturn-I B » qui mettait à l'essai le vol de la cabine ou engin lunaire. Enfin, à partir de 1967, c'est au tour de l'ensemble « Saturn-V », comprenant après quelques modifications, les deux précédents étages devenus les deuxième et troisième. C'est donc ce nouvel ensemble de 116 tonnes que doit élever « Saturn-V » en orbite circum-terrestre. Il doit en outre imprimer une vitesse dite de libération (de l'attraction terrestre) aux 45 tonnes des deux éléments supérieurs. L'essai réussi de 116 tonnes n'a pas comporté les deuxième et troisième phases du lancement complet. Néanmoins on passe d'un seul coup d'une mise sur orbite de 16 tonnes à une autre de 116 tonnes. Il est possible que ce poids soit encore plus élevé dans la version définitive.

On peut ajouter qu'en 1968 aura lieu un essai intermédiaire avec cabine habitée, mais encore sans le parcours définitif vers la Lune. Celui-ci pourra intervenir en 1969 ou 1970.

On peut rappeler que cet ensemble est d'une hauteur de plus de cent mètres ; d'un poids au départ de 2.700 tonnes ; que la poussée est de 3.800 tonnes ; et enfin qu'il y a trois étages dont les deux premiers comportent chacun cinq fusées accolées. Quinze exemplaires de ce lanceur énorme sont en fabrication. (A titre de comparaison le lanceur soviétique de Vostok, exposé au Salon du Bourget, mesurait 36 m. et comprenait cinq fusées accolées pour les trois étages).

## FAIRE LE POINT DE LA QUESTION

La première réussite des Américains, qui naturellement devra être confirmée par d'autres lancements, marque un point essentiel dans la compétition. On peut donc penser qu'ils atteindront la Lune d'ici deux ans au plus tard, si le programme se déroule avec la même régularité.

On ne saurait en dire autant pour les Soviétiques car, en fait, on ne sait rien de précis. Toutefois, selon certaines déclarations d'un « spécialiste » soviétique, il semblerait que les Russes n'envisagent de parvenir au but de l'aventure lunaire que dans cinq ou dix ans. On a pu voir en outre qu'un certain dépit se manifestait chez eux à l'annonce du succès américain. En effet, d'après le journal *Le Monde*, les périodiques gouvernementaux soviétiques ont annoncé la nouvelle le 10 novembre d'une manière extraordinairement brève. Il en fut de même pour l'arrivée de « Surveyor-VI » sur la Lune. En outre, aucune mention, remarque le journal parisien, n'a été faite de ce que le lanceur « Saturn-V » est de loin le plus puissant du monde.

## LA POURSUITE DU PROGRAMME

Après le succès du 9 novembre 1967, les Américains décidèrent d'exploiter leur avance et procédèrent le 4 avril 1968 à une nouvelle

expérience avec un lanceur de même catégorie. Toutefois, le vol devait être de plus longue durée et, ainsi, se rapprocher encore davantage des conditions dans lesquelles s'effectuera un jour le lancement de l'engin qui emportera alors trois cosmonautes.

En même temps qu'une nouvelle mise à l'épreuve du bon fonctionnement de ce gigantesque ensemble qu'est « Saturn V », cette expérience du 4 avril devait être un test décisif en ce qui concerne la remise à feu du troisième étage pour l'arracher de l'orbite lunaire sur laquelle il doit rester « garé » quelques temps pendant la descente de la cabine sur le sol lunaire.

Le lancement proprement dit se déroula comme prévu, même mieux encore que le 9 novembre, puisque cette fois la masse enlevée était de 132 tonnes, soit seize tonnes de plus que lors du premier lancement. Pourtant, certaines défaillances se produisirent bientôt : deux des cinq moteurs du deuxième étage s'arrêtèrent, puis le troisième étage — à la suite sans doute d'une perte de vitesse subie par le deuxième étage — atteignit une orbite elliptique (de 180 à 360 km.) au lieu de se placer sur l'orbite circulaire prévue à 185 km. La cabine, rattachée à ce troisième étage, devait se détacher lors du réallumage, mais l'exécution ne fut pas tout à fait conforme au programme tracé. Il y avait donc eu une double défaillance, la seconde paraissant la plus gênante pour la réalisation des expériences projetées.

Une enquête a été ordonnée pour déterminer les causes de la perturbation du troisième étage propulsé par de l'oxygène et de l'hydrogène, mais on en ignore encore les résultats.

Quoi qu'il en soit, les Américains n'ont rien dissimulé de ces défaillances qui ont fait que le lancement n'a été qu'un demi-succès. Le programme n'est pas compromis pour autant : il se poursuivra pendant les années 1968 et 1969, pour aboutir au lancement réel avec un cosmonaute, en 1970.

Rappelons au passage, qu'outre ce lancement, le programme « Apollo » prévoit toute une série d'atterrissages « en douceur » sur la Lune, avec des « Surveyor » chargés de prélever des échantillons du sol lunaire, de procéder à des analyses et de prendre des centaines de vues, tout ceci pour préparer le débarquement des futurs cosmonautes. Cette partie du programme qui, elle aussi, avait connu quelques échecs à son début, se poursuit maintenant avec la plus grande régularité. Plusieurs atterrissages ont eu lieu depuis le début de l'année, et quatre réussites les avaient déjà précédées avant 1968.

★ ★

Du côté soviétique, on en est toujours réduit aux hypothèses. Il semble que les Russes cherchent à faire croire qu'ils sont sur le point de réussir une opération spectaculaire. On peut néanmoins continuer de croire que les Américains ont acquis une avance suffisante pour parvenir les premiers au but.

J. PERGENT.

# Chronique du Mouvement communiste international

## JORDANIE

### Le « Front national » sort de la clandestinité

UN « Front national », regroupant les partis et les organisations politiques interdits en Jordanie, a été créé à Amman à la fin du mois de mars. Ce « Front » comprend notamment le P.C. jordanien, le Baath, y compris la tendance Aflak-Razzaz-Bitar, les socialistes nationaux, les pro-nassériens, les socialistes indépendants et les Frères Musulmans. C'est la première fois depuis 1957 que les chefs de l'opposition jordanienne sortent de la clandestinité pour annoncer la formation du « Front national ».

Le président du « Front » est Suleiman Nabulsi, ancien premier ministre, riche bourgeois originaire de Naplouse (Cisjordanie), connu pour ses opinions pro-nassériennes voire pro-communistes. En avril 1957, alors qu'il présidait le gouvernement, dont faisaient partie des éléments communistes, Suleiman Nabulsi se heurta violemment au roi Hussein et la monarchie hachémite manqua d'être renversée.

A côté de Suleiman Nabulsi, on trouve également dans le Comité Exécutif du « Front », Kamal Nasser, ancien député du Baath et devenu aujourd'hui porte-parole officiel du « Front », et Ibrahim Bakir, ancien parlementaire communiste. Font également partie de la direction du « Front » des leaders syndicalistes, des représentants de l'ordre des avocats, des médecins, des ingénieurs, des pharmaciens, des experts agricoles et des responsables d'organisations féminines. « Notre Front, a déclaré Kamal Nasser, groupe toutes les tendances, de l'extrême gauche à l'extrême droite, mais la note dominante est gauchisante ».

Le « Front national » fut créé au cours d'une réunion clandestine, tenue à Amman au siège de l'ordre des avocats, au lendemain des opérations militaires israéliennes contre le camp des *fedayn* de Karamé. A la surprise des participants, le roi Hussein vint en personne prendre part à cette réunion, tentant ainsi en quelque sorte de placer le « Front national » sous son égide. L'avenir montrera si cette manœuvre, qui ne manquait pas de courage, sera payante. Car si les promoteurs du « Front » ne contestent pas, tout au moins officiellement, le système monarchique, nul n'ignore que la plupart des leaders du « Front » sont, en réalité, partisans d'un régime républicain « révolutionnaire » qui ne manquerait pas d'être apparenté à celui qui existe à Damas.

L'objectif du « Front » a été défini par Kamal Nasser dans les termes suivants : « Notre but est de récupérer les droits des Arabes en Palestine et de refuser toute solution dictée par l'ennemi ». Les responsables du « Front » ont élaboré une « charte provisoire », réclamant notamment la suppression des lois limitant les libertés civi-

les et la réintégration des partis dans la vie politique du pays. Le « Front » a également insisté sur le fait que la Jordanie doit pouvoir s'approvisionner en armes et en matériel militaire ailleurs que chez les « puissances impérialistes ». Traduit en clair, cela signifie que les dirigeants du « Front » souhaitent recevoir des armes de l'U.R.S.S. et des pays socialistes.

On voit là nettement la griffe communiste et la « charte » du « Front » n'est d'ailleurs pas sans rappeler le « Programme provisoire » élaboré l'année dernière par le Comité Central du P.C. jordanien. La création d'un « Front national » figurait d'ailleurs en tête de ce « Programme provisoire » et l'on peut même dire que le « Front » existait pratiquement déjà dans la clandestinité. L'organe clandestin du P.C. jordanien « Al Taquaddum » écrivait en effet : « Le revers et l'odieuse occupation israélienne ont unifié les forces nationales et progressistes et tous ceux qui sont opposés au colonialisme et à l'occupation, dans un front unique de la rive occidentale (Cisjordanie). Ce front a entrepris d'assumer la responsabilité de mobiliser les masses de la rive occidentale et de diriger leur lutte contre l'occupation inique, ses horreurs et ses plans expansionnistes et annexionnistes. Ce front a commencé à se développer et à s'étendre, et a fait au cours des mois écoulés, la preuve qu'il était vivant et efficace. Il fait barrage devant l'occupant usurpateur et ses objectifs criminels » (1).

Clandestin et favorable à la guérilla et à la résistance en Cisjordanie occupée actuellement par les troupes israéliennes, le « Front national » vient donc d'apparaître pratiquement au grand jour à Amman.

On comprend que les communistes jordaniens se réjouissent de la création de ce « Front », appelé peut-être demain à servir de creuset à un nouveau gouvernement de coalition qui grouperait toutes les forces politiques de Jordanie. C'est d'ailleurs ce que réclame depuis des années, Fuad Nasser, secrétaire général du P.C.J., rentré récemment à Amman sans que le gouvernement s'y oppose.

N. L.

(1) Voir à ce sujet *Est et Ouest* n° 402 : « Les communistes et les événements de Jordanie » (N. Lang).

**Le prochain numéro d'EST et OUEST**

**paraîtra le Jeudi 6 Juin 1968**